

LUTTE DE CLASSE

Union communiste internationaliste (trotskyste)

Bras de fer entre les nationalistes catalans et l'État espagnol p.1



ensemble.org



C. Fuentes

- Allemagne : après les élections
- L'administration Trump et les sans-papiers
- Rail : vers l'ouverture à la concurrence
- La départementalisation de Mayotte
- Les théories complotistes
- La révolution d'Octobre 1917

Au sommaire de ce numéro

Bras de fer entre les nationalistes catalans et l'État espagnol	1
Allemagne : vers une coalition plus ouvertement antiouvrière	7
États-Unis : les immigrés sans papiers, attaqués par l'administration Trump	10
Transport ferroviaire : vers l'ouverture à la concurrence	16
La départementalisation de Mayotte et les manœuvres françaises au large de Madagascar	23
Complotisme : des théories toujours réactionnaires	28
La révolution d'Octobre 1917 : des leçons toujours d'actualité	33



Abonnements pour un an (8 numéros)

Plis ouverts

- France, DOM-TOM 15 €
- DOM-TOM, par avion 17 €
- Europe 20 €
- Monde 24 €

Plis fermés

- France, DOM-TOM 32 €
- DOM-TOM, par avion 37 €
- Europe (lettre prioritaire) 45 €
- Monde (lettre prioritaire) 58 €

Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière ou virement à :

Lutte ouvrière - CCP Paris 26 274 60 R 020

IBAN FR28 2004 1000 0126 2746 0R02 087 - BIB PSSTFRPPPAR

Correspondance

Lutte ouvrière BP 20029 -
93501 PANTIN CEDEX

Sur Internet

Portail de Lutte ouvrière

<http://www.lutte-ouvriere.org>

Site multilingue de l'Union
communiste internationaliste

<http://www.union-communiste.org>

E-mail :

contact@union-communiste.org

Qui sommes-nous ?

La revue mensuelle *Lutte de classe* est éditée par l'Union communiste (trotskyste), plus connue sous le nom de son hebdomadaire, *Lutte ouvrière*.

Lutte ouvrière est une organisation communiste, révolutionnaire et internationaliste. Elle est membre de l'UCI (Union communiste internationaliste), qui regroupe dans plusieurs pays des organisations partageant les mêmes idées et les mêmes objectifs.

L'Union communiste internationaliste est un courant qui se revendique de la filiation d'idées incarnées successivement par Marx et Engels, Rosa Luxemburg, Lénine et Trotsky. Elle considère que l'organisation capitaliste représente le passé de la société humaine, pas son avenir, et que la société capitaliste basée sur la propriété privée, le marché, la concurrence et le profit devra être remplacée, à l'échelle de la planète, par une société basée sur la propriété collective des ressources de la terre et des instruments de production, ainsi que sur une économie démocra-

tiquement planifiée assurant à chacun de ses membres un accès égal à tous les biens matériels et culturels.

Elle se revendique de la révolution russe de 1917, qu'elle considère comme la première et jusqu'à présent unique révolution où le prolétariat a pris durablement le pouvoir étatique pour tenter de transformer la société dans un sens collectiviste, avant d'être écarté du pouvoir politique par la dictature d'une bureaucratie usurpatrice.

Les organisations qui se revendiquent de l'UCI considèrent que les idées communistes doivent être réintroduites dans la classe ouvrière qui, seule, peut en faire une force de transformation sociale.

Tout en participant aux luttes quotidiennes des travailleurs dans la mesure de leurs possibilités, les militants des organisations de l'UCI défendent parmi ceux-ci les intérêts politiques généraux de la classe ouvrière. Ils sont convaincus que les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une

société libre, fraternelle et humaine, car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt au maintien de l'actuelle société. Ils sont aussi les seuls, par leur nombre et leur concentration, à avoir les moyens de contrôler le pouvoir politique issu de leur intervention.

Ils considèrent que les travailleurs constituent à l'échelle du monde une seule et même classe sociale et que leur présence à toutes les étapes de la production et de la distribution des biens produits leur permet de contrôler démocratiquement tous les rouages de l'économie, afin qu'elle fonctionne pour satisfaire les besoins de tous.

La revue *Lutte de classe* est l'expression collective, en langue française, de l'UCI. Chacune des organisations qui s'en revendique a, par ailleurs, ses propres publications sous la forme d'une presse politique, ainsi que, pour la plupart d'entre elles, d'une presse ouvrière sous la forme de bulletins d'entreprise réguliers.



Bras de fer entre les nationalistes catalans et l'État espagnol

L'article ci-dessous a été écrit avant la journée du vendredi 27 octobre, au cours de laquelle de nouveaux pas ont été franchis dans la rupture entre le gouvernement de la Catalogne et l'État espagnol en place à Madrid. Le gouvernement et le Parlement catalans ont proclamé l'indépendance immédiate et la mise en place d'une république catalane. Quelques heures plus tard, le chef du gouvernement espagnol Mariano Rajoy a annoncé la mise sous tutelle de la Catalogne jusqu'à de nouvelles élections, le 21 décembre prochain. Nous reviendrons sur ces événements dans notre hebdomadaire *Lutte ouvrière* et dans un prochain numéro de *Lutte de classe*.

Samedi 28 octobre.

Le conflit qui se noue en Catalogne depuis des années entre l'appareil d'État central et le camp nationaliste catalan s'est transformé ces dernières semaines en confrontation ouverte. Les autorités catalanes, dirigées par le nationaliste Carles Puigdemont, ont organisé, le 1^{er} octobre dernier, un référendum d'indépendance, déclaré illégal par le gouvernement de droite de Mariano Rajoy, le leader du Parti populaire. Rajoy n'a rien cédé aux revendications des autorités catalanes. Il a voulu faire la démonstration qu'il resterait inflexible, bloquant des bureaux de vote, usant de la justice, de la police et de ses matraques pour contrer les initiatives des indépendantistes, pour perquisitionner leurs locaux, arrêter certains de leurs leaders, les accusant de sédition. Le scrutin a quand même eu lieu. La participation a été de 43 % ; et 90 % des votants ont voté pour l'indépendance. Le camp nationaliste catalan, regroupé derrière le politicien de droite Carles Puigdemont, a tenté, au nom du droit à l'autodétermination, de s'appuyer sur la mobilisation

de ses troupes pour imposer les intérêts de ceux qu'ils représentent, essentiellement la petite et moyenne bourgeoisie catalane. Pour l'instant, Puigdemont a été contraint de reculer face à Madrid, reportant de fait l'échéance de l'indépendance. Et le gouvernement a enclenché le processus de dissolution de l'autonomie catalane au moyen de l'article 155 de la Constitution. Les nationalistes catalans parviendront-ils, après la mise sous la tutelle de Madrid, à négocier avec l'État central plus d'autonomie, ce qui satisferait sans doute une partie de leur base ? C'est possible, tant Rajoy et Puigdemont sont en fait dans le même camp social.

Mais rien ne permet de prévoir l'issue de cette crise dont les conséquences sont déjà lourdes pour les classes populaires. À l'heure où nous écrivons, la principale est la progression du nationalisme, polarisant les populations en deux camps qui se rangent derrière des politiciens et des partis aussi réactionnaires et aussi antiouvriers les uns que

les autres. Nous revenons ici sur les origines et les enjeux de cette crise.

UN CONFLIT ANCIEN

Au 19^e siècle, le nationalisme catalan exprimait la montée en puissance de la bourgeoisie de la province face aux vieilles classes féodales et à la monarchie des Bourbons, qui régnait à Madrid et sur toute l'Espagne. Durant la dictature de Franco (1936/1939 à 1975), les Catalans étaient bâillonnés, dans leurs droits les plus élémentaires, comme le reste des Espagnols. Leur droit à parler catalan était réprimé et la fin du franquisme a signifié plus de libertés, comme dans les autres régions. Cela n'a pas empêché les particularismes régionaux de perdurer. L'État espagnol a d'ailleurs intégré cette dimension en 1978, après la période dite de transition qui a suivi la mort de Franco. Un régime monarchique s'appuyant sur des institutions élues, les unes à l'échelle du



L'Espagnol Mariano Rajoy et le Catalan Carles Puigdemont, deux hommes de la bourgeoisie.

pays, d'autres à l'échelle des régions, a été institué. Cette transition n'a pas abouti à un État homogène et centralisé, comme par exemple celui qui s'est établi en France après la Révolution. L'État espagnol est resté organisé autour d'un système monarchique dominant les communautés autonomes, dont le statut et les compétences ont été négociées avec l'État central, ce dernier se gardant la possibilité d'avoir le dernier mot en cas de différend. Ces communautés autonomes ont permis de satisfaire un certain nombre de revendications autonomistes, d'abord en Catalogne, au Pays basque et en Galice, qualifiés dans la Constitution de « nationalités historiques ». Nombre de politiciens locaux y ont trouvé leur compte. Ils disposent ainsi d'une parcelle de pouvoir, de postes, de responsabilités et d'un budget. Leurs homologues dans les autres régions d'Espagne ont demandé à leur tour de pouvoir bénéficier de la même répartition des compétences et des postes.

Mais la répartition des compétences et des prérogatives entre l'État central et les communautés autonomes suppose des choix. Parmi les compétences qui provoquent des tensions, figure la fiscalité. Sur ce plan, les communautés ne sont pas toutes logées à la même enseigne. Ainsi, le Pays basque et la Navarre disposent, après d'âpres luttes, d'une autonomie fiscale complète, les autorisant à collecter l'ensemble des impôts sur leur territoire, avant d'en reverser une partie à l'État central. Ce n'est pas le cas de la Catalogne qui, comme d'autres communautés, est soumise à un régime fiscal plus dépendant de Madrid. Depuis la loi sur l'autonomie fiscale de 2009, l'État central permet à toutes les communautés de prélever certains impôts. Mais les plus importants, comme la TVA, l'impôt sur le revenu, l'impôt sur les hydrocarbures, restent prélevés par l'État central qui les redistribue aux communautés, selon des décisions prises à Madrid.

Tournée vers l'Europe, la Catalogne est devenue la région la plus riche d'Espagne. Avec 7,5 millions d'habitants, elle regroupe aujourd'hui 16% de la population du pays, produit 19% du PIB, regroupe 22% de son industrie et réalise 25% de ses exportations. Le système fiscal fait que la Catalogne est un contributeur net vis-à-vis du reste de l'Espagne : les impôts prélevés en Catalogne sont bien supérieurs aux sommes reversées par l'État central dans la région, de 8 à 15 milliards selon les estimations, ce qui constitue le cœur des revendications d'une partie de la mouvance indépendantiste. Ainsi le Cecot, une organisation patronale à la pointe du combat pour l'indépendance, répète depuis des mois que la Catalogne est flouée en matière d'infrastructures et d'investissements car c'est Madrid qui perçoit l'impôt des Catalans et qui en définit l'utilisation et la destination. En ces temps de crise, toute une partie de la petite ou moyenne bourgeoisie catalane ne veut plus

partager avec le reste de l'Espagne, estimant que cet argent doit lui revenir.

DES TENSIONS AGGRAVÉES DEPUIS 2008 ET LA CRISE ÉCONOMIQUE

Depuis 2006, les politiciens catalans tentent de renégocier la fiscalité avec Madrid. Il y a dix ans, ils semblaient proches du but. En 2006, le socialiste Zapatero, chef du gouvernement de 2004 à 2011, prévoyait entre autres une certaine prévalence du pouvoir judiciaire catalan, de la langue catalane et surtout une répartition des impôts plus favorable à la Catalogne. Ce statut, promis aux nationalistes et soutenu par l'ensemble des partis catalanistes, fut immédiatement contesté par la droite espagnole et, en 2010, il fut annulé, déclaré anticonstitutionnel.

En outre, le conflit entre la Catalogne et l'État espagnol s'est aggravé avec la crise économique qui s'est développée depuis 2008. La crise avait provoqué d'amples manifestations contre les coupes budgétaires, suivies en 2011 par le mouvement du 15M, dit des Indignés (Indignados), qui ont organisé plusieurs vagues de mobilisations. La crise économique a constitué un terreau sur lequel le nationalisme a progressé.

En 2012, Artur Mas, président du gouvernement régional de Catalogne, la Généralité, de 2010 à 2016, prédécesseur de Puigdemont et appartenant au même parti bourgeois, Convergence démocratique de Catalogne (CDC), tenta de négocier un nouveau pacte fiscal. Sa proposition de négociations fut rejetée sans discussion par le gouvernement qui, avec la crise, pouvait d'autant moins se passer de l'argent collecté en Catalogne. Et lâcher quelques milliards à Barcelone en lui concédant plus d'autonomie

risquait d'entraîner d'autres régions à exprimer les mêmes exigences, minant un peu plus l'unité du pays. Les refus répétés par l'État central de tout changement, conjugués à la crise des années 2008-2011, ont conduit de plus en plus de Catalans à penser que rien ne pouvait évoluer dans le cadre de l'autonomie des communautés et qu'il leur était plus favorable de prendre des distances avec le reste de l'Espagne, en se repliant sur leur riche région. Le 11 septembre 2012, la fête traditionnelle de la Catalogne (Diada) fut marquée par d'importants défilés à Barcelone qui rassemblèrent des centaines de milliers de manifestants revendiquant l'indépendance. Mesuré dans les sondages réalisés par la Généralité catalane, le soutien des Catalans à l'indépendance est passé de 15 % en 2006 à près de 50 % en 2014.

En 2012, les partis autonomistes en Catalogne ont basculé vers le séparatisme et le souverainisme, d'abord en réclamant l'organisation d'un référendum d'autodétermination, puis avec la revendication d'une république catalane. CDC, le parti d'Artur Mas, abandonna les partis autonomistes avec lesquels il s'alliait jusqu'alors pour se tourner vers la gauche indépendantiste. Ce revirement accompagnait l'évolution de l'opinion de sa base électorale en faveur de l'indépendantisme. Par ailleurs, en agitant la menace d'une rupture de la Catalogne avec l'Espagne, la droite catalane faisait monter les enchères vis-à-vis de Madrid.

C'est ce même Mas qui avait réprimé les manifestations du 15M en Catalogne. Il avait utilisé alors la police catalane, les Mossos, contre les mouvements des marées (maréas), comme on appelait les manifestations des différents secteurs d'activité (santé, enseignement...), qui rassemblaient des dizaines

de milliers de manifestants, en Catalogne comme en Andalousie ou à Madrid. Mas avait aussi envoyé la police contre les migrants, provoquant des affrontements qui firent des morts et des blessés. C'est lui aussi qui avait privatisé certains secteurs importants et décidé de coupes budgétaires dans divers services publics. Son calcul de se porter à la tête du mouvement indépendantiste ayant réussi, il s'allia avec un parti indépendantiste de centre-gauche, la Gauche républicaine de Catalogne (ERC), parti qui gouverna la Catalogne républicaine en 1936.

Lors des élections au Parlement de Catalogne de septembre 2015, une coalition entre CDC, le parti de Mas-Puigdemont, et l'ERC obtint 40 % des voix. Faute de majorité, cette coalition se tourna vers la Candidature d'unité populaire (CUP), une formation électorale de différentes organisations se réclamant de la gauche radicale et de courants indépendantistes. Si la CUP est qualifiée par la presse de parti d'extrême gauche, c'est en réalité un conglomérat de différentes tendances, allant des écologistes et des contestataires à des femmes et des hommes qui s'affirment anticapitalistes. Leur plus petit dénominateur, et donc leur seul drapeau commun, était la Catalogne indépendante. La CUP accepta de soutenir la coalition gouvernementale de la droite et de la gauche nationalistes à deux conditions. La première était que Mas, dont le passé était trop compromettant, fût remplacé par Puigdemont, dont les combats en faveur de l'indépendance étaient connus de longue date. La deuxième était l'engagement par Puigdemont d'organiser un référendum sur l'indépendance et de la déclarer si le oui l'emportait. Tout cela ne changeait en rien le caractère bourgeois et bien de droite de cette coalition à laquelle la CUP se joignait.

Jugé pour corruption, trop compromis, Mas céda la place en janvier 2016 à Carles Puigdemont. Une coalition entre CDC, l'ERC et la CUP fut formée le 9 janvier 2016, avec l'indépendance pour objectif. C'est alors que Puigdemont a accédé à la présidence de la Généralité et est devenu le dirigeant de CDC, rebaptisé Parti démocrate européen catalan (PDECAT) en juillet 2016. Toute l'activité de cette majorité catalane fut désormais orientée vers l'organisation du référendum d'indépendance, qui a finalement eu lieu le 1^{er} octobre 2017.

LE RÉFÉRENDUM ACCÉLÈRE LA CRISE POLITIQUE

De 2012 à 2017, l'État central a fait la sourde oreille aux revendications catalanes. La droite de Rajoy au pouvoir à Madrid méprisait la droite de Mas et de Puigdemont au pouvoir à Barcelone. Pour Puigdemont, l'organisation du référendum était la seule voie possible non seulement pour se maintenir, en préservant sa coalition avec la CUP, mais surtout pour tenter de contraindre Rajoy à bouger. Pour établir un tel rapport de force, Puigdemont avait besoin d'un soutien populaire. La droite construisit pour cela des organisations de masse dans la petite bourgeoisie : l'Assemblée nationale catalane (ANC) et Omnium Cultural. Omnium Cultural est une association créée en 1961 pour promouvoir la langue et la culture catalanes et qui compte 70 000 membres. C'est elle qui, en 2010, a rassemblé à Barcelone un million de personnes de tous bords politiques contre la décision de la Cour constitutionnelle de censurer une partie du nouveau statut d'autonomie. Quant à l'ANC forte de 40 000 adhérents, elle dispose de trois millions d'euros par an, pour faire la promotion de l'indépendance. Comme l'écrit un journaliste,

« l'ANC est une institution unique en Europe, une organisation pro-gouvernementale, populaire, qui sert de pont avec la société, capable de mobiliser et de contrôler des dizaines de milliers de personnes ».

La préparation du référendum, annoncé début septembre 2017 pour le 1^{er} octobre, fit effectivement bouger l'État central... dans le sens du raidissement. Perquisitions, arrestations, mises en examen : le gouvernement de Rajoy utilisa tous les moyens de l'État pour discréditer cette initiative. À chaque fois, des milliers de jeunes Catalans, répondant notamment aux appels de l'ANC et d'Omnium cultural, s'opposèrent aux policiers. Le jour du référendum, des milliers d'entre eux protégèrent les bureaux de vote au prix de centaines de blessés. La violence déployée par Rajoy choqua, à juste titre, nombre de Catalans et d'Espagnols. Au final, le 1^{er} octobre, le référendum mobilisa 43 % des 5,5 millions d'électeurs, qui votèrent à 90 % oui à l'indépendance, une mobilisation à peine supérieure cependant au référendum symbolique du 9 novembre 2014 auquel avaient participé 40 % des électeurs catalans. Le 1^{er} octobre, la participation ne fut donc pas un succès éclatant pour le camp indépendantiste, mais elle était considérable. L'électorat indépendantiste est en partie un électorat de droite, constitué pour une bonne part d'électeurs petits-bourgeois ou des membres les mieux lotis de la classe ouvrière, mais aussi très largement par des petites gens des classes populaires, qui pensent qu'ils vivront mieux dans une Catalogne indépendante. La classe ouvrière de Catalogne est loin d'être toute acquise à l'idée de l'indépendance. Nombreux sont ceux parmi les travailleurs qui n'ont pas participé au référendum, d'autant plus que la classe ouvrière est en bonne partie

composée de travailleurs originaires d'autres régions, en particulier d'Andalousie, et plus récemment d'immigrés du Maghreb.

LA BOURGEOISIE SIFFLE-T-ELLE LA FIN DE LA PARTIE ?

Puigdemont ne s'est exprimé sur l'indépendance que dix jours après le référendum. Entre-temps, la grande bourgeoisie lui avait signifié qu'il lui fallait arrêter sur cette voie. Pendant plusieurs jours, banques et grandes entreprises présentes en Catalogne se sont succédé dans la presse pour annoncer qu'elles déménageaient leur siège social hors de Catalogne. La bourgeoisie européenne est allée dans le même sens. Le gouvernement français et d'autres gouvernements ont déclaré que la Catalogne était une affaire espagnole, signifiant ainsi leur soutien à Rajoy. Les institutions européennes ont affirmé qu'elles ne joueraient pas le rôle de médiateur que Puigdemont et les siens attendaient d'elles et ont précisé que la Catalogne indépendante se mettrait de fait hors de l'Europe.

Le gouvernement de Madrid se doit de mettre un coup d'arrêt aux ambitions séparatistes pour combattre toutes les velléités d'indépendance des autres régions d'Espagne. Et les dirigeants européens veulent contenir les tendances séparatistes des nationalistes d'autres pays, en Écosse, dans les Flandres, en Italie du Nord, qui cherchent eux aussi à prendre le large.

Quant à Rajoy, ce conflit lui a seulement permis de masquer sa corruption et sa politique antiouvrière. Il est parvenu à unir derrière lui une partie de la population. Le fait que des milliers de drapeaux espagnols soient apparus sur les balcons

des quartiers populaires était impensable auparavant. En même temps que les nationalistes catalans, la droite espagnoliste et réactionnaire s'est maintenant renforcée, avec le soutien du Parti socialiste (PSOE).

QUELLE POLITIQUE POUR LES TRAVAILLEURS ?

Le conflit permet opportunément aux dirigeants de l'État central et à ceux de Catalogne de masquer leur politique antiouvrière. Et du même coup de faire oublier les scandales de corruption qui gangrènent la vie politique et dans lesquels les dirigeants des deux camps sont compromis. D'un côté, Mariano Rajoy, le Premier ministre espagnol, joue à l'homme fort et fait intervenir la police et la justice contre les Catalans; et de l'autre, les catalanistes cherchent au travers de leurs menées indépendantistes à se maintenir en poste. Ces deux nationalismes, celui de l'Espagne et celui de Catalogne, s'alimentent l'un l'autre.

Quelle que soit l'issue de cette crise, les idées nationalistes en sont renforcées. Ce qui est une catastrophe pour la classe ouvrière, celle d'Espagne comme celle de Catalogne. Dans les familles populaires, il n'est pas rare que chacun campe sur des positions nationalistes opposées. La classe ouvrière risque d'être détournée loin de ses positions de classe, loin du combat contre les frontières, contre l'exploitation, pour l'unité des travailleurs contre leurs exploiters.

Il est tout à fait contraire aux intérêts de la classe ouvrière, en Catalogne comme dans le reste du pays, de se placer à la remorque des partis nationalistes et de manifester derrière la droite et la gauche gouvernementales et le patronat catalan. Les mots d'ordre de république

catalane et de lutte pour l'indépendance sont des leurres. Il est inacceptable qu'ils aient été repris par l'extrême gauche regroupée autour de la CUP. En Catalogne, des révolutionnaires devraient au contraire expliquer que le sort des travailleurs ne s'améliorera pas dans un pays indépendant, même devenu république. Les travailleurs, les classes populaires auront à se défendre contre ce nouveau pouvoir comme aujourd'hui contre Rajoy. Et cela d'autant plus que le patronat et le gouvernement utiliseront l'union sacrée pour imposer aux travailleurs des sacrifices, au nom de la nouvelle nation à construire face à la concurrence. Le mot d'ordre de république catalane sera utilisé pour abaisser la conscience de classe, en cultivant la division au sein de la classe ouvrière de Catalogne, en opposant les travailleurs catalans à ceux qui viennent d'Andalousie, de Galice, d'Afrique du Nord, en cultivant la division avec la classe ouvrière du reste de l'Espagne, en laissant croire que les Catalans vivraient mieux du simple fait qu'ils seraient exploités et dirigés par des bourgeois catalans! Le devoir des révolutionnaires est de mettre en relief des frontières de classe, de désigner sans ambiguïté les ennemis du monde du travail. Il faut dire ce qu'est ce mouvement indépendantiste: une façon de détourner les colères populaires vers une voie de garage.

Il faut dénoncer le piège de la droite et de Puigdemont et affirmer que la classe ouvrière doit lutter ensemble pour ses intérêts et qu'une république catalane aux mains des mêmes que toujours serait un régime contre les travailleurs. Appeler à voter oui au référendum de Puigdemont tournait le dos à toute politique de défense des intérêts généraux des travailleurs. Ne pas se ranger derrière les champions du catalanisme n'empêche pas les travailleurs de Catalogne

de s'opposer aux brutalités de Rajoy. Mais ils doivent le faire en toute indépendance, sur un terrain de classe.

Les travailleurs conscients ne peuvent pas être solidaires de Rajoy. Ils doivent le dénoncer. Rajoy use des mêmes méthodes policières à l'encontre des Catalans qu'à l'encontre des travailleurs d'Espagne. Il utilise le nationalisme espagnol, comme Puigdemont utilise le nationalisme catalan, pour se servir des peuples comme d'une masse de manœuvre. Penser que la crise catalane va affaiblir Rajoy est une illusion et en convaincre les travailleurs est une mystification, pour ne pas dire une trahison. Quelle que soit l'issue du conflit, Rajoy pourra dire aux travailleurs qu'il faut se serrer la ceinture à cause de ces maudits Catalans. Cette crise sert à faire passer au second plan les problèmes concrets en Espagne: le chômage, les salaires. Le droit des Catalans de voter est un droit élémentaire à défendre, mais là encore sans se mettre à la remorque du séparatisme.

Cette montée du séparatisme est une des manifestations de la crise capitaliste. Les travailleurs d'Espagne, comme ceux du Royaume-Uni, de Belgique, d'Italie, où se manifestent les mêmes tendances, ne doivent pas se donner comme objectif la dislocation du pays dans lequel ils vivent et sont exploités. Il faut au contraire affirmer que l'issue aux contradictions de ce système capitaliste passe par son renversement, par l'union des travailleurs, unis par-delà les frontières actuelles au sein d'une fédération socialiste des peuples ayant exproprié la grande bourgeoisie. Dans une telle fédération, il y aurait une place pour toutes les cultures. La camelote nationaliste que colportent les Rajoy et les Puigdemont est à l'opposé d'une telle perspective.

26 octobre 2017

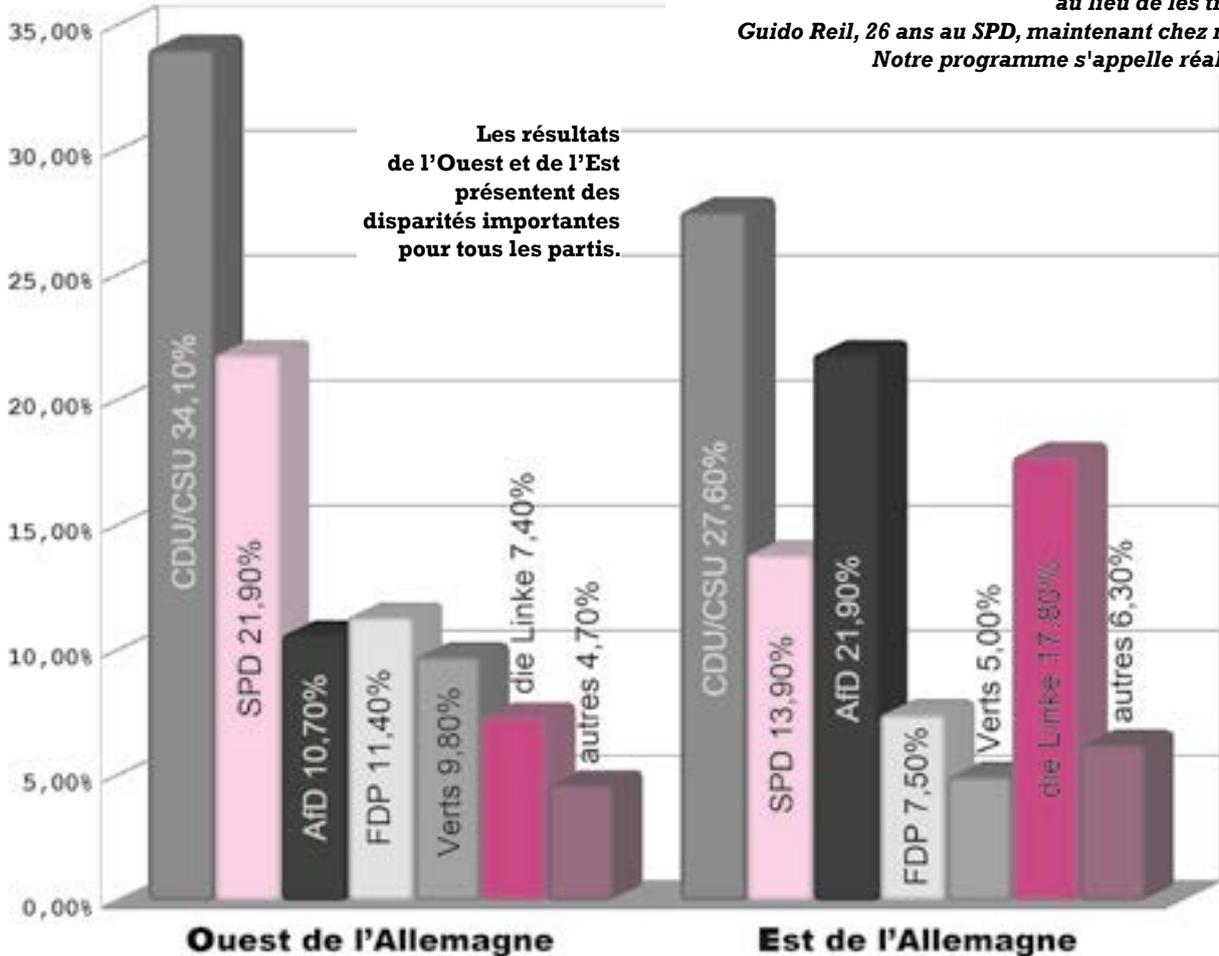
Pourcentages AfD



Les résultats de l'AFD selon les régions d'Allemagne.



Affiche électorale d'un candidat de l'AFD, G. Reil, qui fut mineur et candidat SPD. «Défend les intérêts des petites gens au lieu de les trahir. Guido Reil, 26 ans au SPD, maintenant chez nous. Notre programme s'appelle réalité.»



Les résultats de l'Ouest et de l'Est présentent des disparités importantes pour tous les partis.



Allemagne: vers une coalition plus ouvertement antiouvrière

Lors des législatives du 24 septembre dernier, les scores des deux principaux partis gouvernementaux, CDU/CSU et SPD, ont baissé de manière significative. À eux deux, qui ont gouverné ensemble durant huit des douze dernières années, ils ne recueillent que 53,5 % des suffrages, un score historiquement bas. L'usure du pouvoir a profité d'abord au parti d'extrême droite Alternative pour l'Allemagne (AfD), qui se présente comme étranger au petit monde politique alors que plusieurs de ses dirigeants sont issus de la CDU voire du SPD. Dans un pays où la xénophobie et le nationalisme étaient restés jusque-là des tabous, des interdits, 12,6 % des suffrages se sont cette fois portés sur l'AfD, qui porte ces idées, contre 4,7 % la première fois qu'il se présentait en 2013. L'AfD, en plus d'être présent dans quatorze parlements régionaux sur seize, l'est désormais également au Bundestag, le parlement fédéral.

À ses débuts en 2013, l'AfD, créé par des économistes et des entrepreneurs, s'était fait connaître comme un parti anti-euro ancré dans une frange de la petite bourgeoisie. Puis, cherchant à élargir son audience et son électorat, il a instrumentalisé pour son propre intérêt la vague migratoire de 2015-2016. Prenant la mesure du désarroi qui habite une partie de la population, sentiment d'être abandonné par les pouvoirs publics, peur de la misère ou du déclassement, ressentiment disant quelque chose comme « Nous existons nous aussi, mais vous les hommes politiques vous nous ignorez, vous nous méprisez », l'AfD s'est posé en représentant des petites gens qui souffrent, contre un gouvernement qui ne se préoccuperait que du bien-être des migrants. C'est dire aussi que son succès est inconcevable sans la crise. Cette année, l'AfD est allé plus loin, faisant une campagne exclusivement

dirigée contre l'islam, contre les réfugiés, accessoirement contre la chancelière « traître au pays », et s'est emparé enfin de la sécurité intérieure, un sujet qui n'existait guère en Allemagne. Affiches électorales n'ayant rien à envier au Front national dans le mauvais goût, propos provocants voire orduriers des porte-parole participèrent de cette campagne odieuse. Ainsi, quand la ministre d'origine turque chargée de la Migration et de l'Intégration a contesté l'existence, en dehors de la langue, d'une culture allemande spécifique, Alexander Gauland, tête de liste de l'AfD, a proposé de se débarrasser d'elle « par son éloignement en Anatolie ». Le succès de l'AfD a donc lieu dans un contexte où ce parti se situe plus nettement qu'auparavant à l'extrême droite de l'échiquier politique et ne se gêne pas pour briser des tabous (racisme, nationalisme, passé nazi).

L'AUDIENGE ACCRUE DE L'AFD ET L'INFLATION DE PROPOS REACTIONNAIRES

Mais tandis que les partis politiques (mis à part l'AfD) n'ont pas fait de la question des réfugiés un sujet central de campagne, la question est revenue au centre des débats après l'annonce des résultats. Depuis lors, les médias répètent que Merkel paye pour sa politique migratoire. La réalité est bien sûr plus compliquée. Le parti de la chancelière (CDU) continue d'arriver en tête, devançant largement, de 12,5 points, le second parti, le SPD. Quant aux raisons du vote pour l'AfD, notons que les régions accueillant le plus de réfugiés, comme la Rhénanie-du-Nord-Westphalie ou Berlin, ne sont pas du tout celles où le vote en faveur de l'AfD est le plus fort, c'est même le contraire. De même, les disparités restent très importantes entre les régions de l'ex-Alle-

magne de l'Est et de l'Ouest : l'AfD obtient deux fois plus de voix à l'Est, alors même qu'il y a là-bas moins de migrants et moins de réfugiés (voir diagramme). C'est qu'au-delà de l'arrivée des migrants, il y a aussi d'autres raisons.

D'ailleurs la CSU en Bavière, le parti frère – plus conservateur – de la CDU, a encaissé le recul le plus important de tous les partis, 10,5 points de moins qu'en 2013, et cela au terme d'une campagne très à droite, se situant sur des positions parfois proches de l'AfD. Or, c'est là où la CSU était d'habitude la plus forte qu'elle a le plus baissé et que l'AfD, à l'inverse, a fait ses meilleurs scores : en Basse-Bavière (est de la Bavière), la CSU a perdu 15 points tandis que l'AfD obtenait 16,7 % des voix. Visiblement, une partie de l'électorat très conservateur a préféré l'original (l'AfD) à la copie (la CSU). Loin de se sentir remis en cause par cette sanction des urnes, son chef de file H. Seehofer n'est pas le dernier à marteler que la politique migratoire de la chancelière a causé son échec, et il utilise le succès de l'AfD pour peser dans un sens rétrograde.

S'il est vrai que nombre d'électeurs ont choisi l'AfD notamment pour ses positions sur les réfugiés, il serait simpliste de réduire les difficultés de Merkel à cette cause. D'autres, comme certains électeurs traditionnels du SPD, ont choisi de voter Merkel justement pour la soutenir sur ce point. Il faut d'ailleurs lui reconnaître qu'à la différence de tant d'hommes politiques qui se droitisent pour récupérer des voix, A. Merkel n'a jamais cédé jusqu'à maintenant à cette facilité, restant arrimée sur ses positions et ne se laissant pas aller aux bassesses ni aux amalgames sur les migrants ou l'islam.

La démagogie autour des réfugiés a bien sûr joué un rôle

dans le transfert de voix de tous les partis vers l'AfD, mais d'autres facteurs aussi. Certains électeurs de l'AfD sont des travailleurs pauvres ou sans emploi, dont le vote est loin d'être toujours un vote d'adhésion, se voulant parfois aussi cri de rage contre ceux qui au pouvoir rendent leur vie de plus en plus pénible. Interrogés sur les raisons de leur vote, les électeurs tous partis confondus ont répondu à 63 % que le parti choisi les avait convaincus, et à 30 % que leur choix découlait de leur déception vis-à-vis des autres partis. Or c'est exactement le rapport inverse pour l'AfD : 31 % de ses électeurs déclarent l'avoir choisi par conviction, pour 61 % avançant non une adhésion, mais la déception vis-à-vis des autres partis. Des travailleurs pauvres qui ont voté pour l'AfD déclarent ainsi être déçus par les partis qui n'ont rien fait contre le bas niveau des salaires, les deux ou trois jobs qu'il faut cumuler, la précarité, les retraites lamentables ou la peur de se retrouver à la rue... Tandis que la déception vis-à-vis de Merkel d'électeurs traditionnels de la CSU issus de la petite bourgeoisie sera probablement tout autre : estimant que les ouvriers travaillent trop peu, s'opposant au fait que les homosexuels aient obtenu (cet été) le droit de se marier ou que les migrants soient « si bien accueillis »... De fait, une partie de l'électorat traditionnel de la CSU, la droite réactionnaire, bien-pensante, pétrie de préjugés religieux et autres, a choisi cette fois l'AfD. Pour ces gens-là, le problème n'est pas seulement l'arrivée des migrants, mais ce qu'ils appellent la politique trop sociale de Merkel ! Autant dire que les motivations et intérêts des électeurs AfD sont aujourd'hui très variables.

DROITISATION DES PARTIS ET POSITIONS PLUS OUVERTEMENT ANTILOUVRIÈRES

Le problème est que le succès de l'AfD encourage une évolution réactionnaire du climat politique : l'ensemble de la classe politique glisse vers la droite. Dans les pourparlers pour former une coalition gouvernementale, les partis les plus rétrogrades font le plus entendre leurs exigences. Seehofer de la CSU assène : « *Nous avons laissé notre flanc droit découvert et il nous appartient à présent de combler le vide avec des positions tranchées.* » Les positions tranchées signifient l'aggravation de la politique migratoire, de nouveaux durcissements du droit d'asile et du regroupement familial, la pression pour davantage d'expulsions. Pour les migrants arrivés parfois au péril de leur vie, qui ont vécu déjà tant de tragédies, cela signifie plus d'incertitude, l'épée de Damoclès d'un renvoi dans leur pays, même quand ce pays est l'Afghanistan et ses attentats, ou dès demain peut-être la Syrie. Merkel, qui ne voulait pas entendre parler de quotas, a cette fois accepté que CDU et CSU s'accordent sur l'objectif d'un maximum de 200 000 nouvelles arrivées par an imposé comme préalable à toute coalition par la CSU. Et même si c'est plus propagandiste qu'autre chose, c'est bien sûr un recul.

Mais ces hommes politiques qui blâment la trop grande humanité de Merkel envers les réfugiés sont les mêmes qui lui reprochent une politique « beaucoup trop sociale » à l'égard des ouvriers, réclament qu'elle cesse « les cadeaux sociaux » (!) et exigent à cor et à cri qu'on pense enfin au bien-être des entrepreneurs. Outre la CSU et une partie de la CDU, c'est le cas du parti libéral FDP. Pour eux, les mesures introduites par l'ancien gouvernement de

grande coalition sont des cadeaux inutiles aux milieux populaires. Un cadeau, le salaire minimum ? Un cadeau, que des livreurs ou des coiffeuses touchent 8,84 euros brut de l'heure, ou que certains travailleurs à la carrière longue aient le droit de partir en retraite à 63 ans... à condition d'avoir cotisé 45 ans ? Le FDP parle de repousser l'âge de la retraite, et son mot d'ordre est de « libérer de leurs chaînes les entreprises ». C'est bien le monde à l'envers, et on voit vers où le vent souffle. Ce programme ne gênerait pas les Verts qui, au gouvernement avec le SPD, ont mis en œuvre les attaques Hartz, responsables de la précarisation de toute une partie du monde du travail. Si une coalition gouvernementale dite Jamaïque, aux couleurs noir (CDU/CSU), jaune (FDP) et vert (écologistes) voit le jour, elle annonce donc d'ores et déjà qu'elle assumera une politique plus ouvertement antiouvrière et propatronale.

L'AGGRAVATION DE LA PRÉCARITÉ ET DE LA MISÈRE

Car en Allemagne aussi, derrière le mirage économique qu'on nous vante, la crise s'approfondit et la bourgeoisie la fait payer aux classes populaires. Le pays souffre d'un retard d'investissements chronique : de la part des entreprises, qui préfèrent gagner de l'argent à court terme plutôt que d'investir dans la production ; et de la part de l'État et des communes, qui ont laissé se dégrader les infrastructures, le réseau rou-

tier (routes défoncées, six mille ponts qui nécessiteraient d'urgence des travaux de maintenance), les transports publics (tramways, chemin de fer), l'adduction d'eau. Dans les écoles, des parents dénoncent les conséquences du manque d'entretien : plafonds qui menacent de s'effondrer, toilettes inutilisables, murs moisissés, salles de classe à l'intérieur desquelles il arrive qu'il pleuve... Toutes choses qu'on n'imaginerait pas dans la première économie de l'Union européenne.

La misère et les inégalités s'aggravent. Selon Destatis, l'office fédéral des statistiques, un travailleur allemand sur cinq occupait un emploi précaire en 2016. Parmi eux, des emplois de moins de vingt heures par semaine, des intérimaires, des minijobbers rémunérés 450 euros par mois, des contrats à durée déterminée. Au total, ils sont 7,7 millions à occuper ce genre d'emplois, que les dirigeants osent appeler « atypiques », alors que, loin de l'être, ils sont en train de devenir beaucoup trop typiques.

Devant les jobcenters, Pôle emploi, les files d'attente s'allongent. Pourquoi autant de monde, alors que le chômage est censé être à un niveau ridiculement bas ? La réponse est simple. La majorité des gens qui font la queue ont un travail mais sont des travailleurs pauvres. Ils postulent aux aides sociales, nommées Hartz IV, en complément de leurs modestes salaires. Leur vie est faite d'emplois précaires et mal payés, de temps partiels, même quand ils ont une bonne formation, et de contrôles tatillons et humiliants du jobcenter en échange

du petit complément versé. Avec l'augmentation du nombre de travailleurs pauvres, le nombre de retraités pauvres augmente aussi, mécaniquement. Des périodes de chômage, de minijobs, de petits salaires... tout cela conduit à des retraites faibles, parfois de l'ordre de 350 euros par mois. Cette pauvreté chez les personnes âgées, tristement répandue et plus élevée encore qu'en France, touche majoritairement les femmes.

Pour peu qu'elles aient connu des périodes de maladie, ou qu'elles aient dû arrêter de travailler pour élever des enfants, que plus tard elles se retrouvent séparées ou veuves, elles peuvent vite basculer dans la misère. Il leur reste l'aide alimentaire des Tafel, l'équivalent allemand des Restos du cœur, dans les queues desquels les retraités se mêlent aux réfugiés. Et toute l'ignominie de rendre les uns responsables de la détresse des autres saute aux yeux.

Choqués que ces préjugés racistes et réactionnaires s'expriment ouvertement, des femmes et des hommes, dont ceux engagés dans l'aide aux réfugiés, n'ont pas envie de rester les bras croisés ; des manifestations ont eu lieu et une petite fraction d'entre eux cherche des réponses politiques. Dans ce contexte il est nécessaire que, même à une échelle réduite pour le moment, il existe un courant affirmant que les travailleurs ont les mêmes intérêts, quelle que soit leur origine ; c'est de cette conscience collective que pourra émerger une perspective favorable à l'ensemble de la société.

22 octobre 2017



États-Unis: les immigrés sans papiers, attaqués par l'administration Trump

Ce texte est adapté d'un article publié par les militants trotskystes du groupe américain The Spark dans leur revue *Class Struggle* (numéro 93 août-septembre 2017): «Immigrant Workers, Native-Born Workers – We Are One Class» («Travailleurs américains, travailleurs immigrés, une seule classe ouvrière»).

La rhétorique raciste de Donald Trump, qui rend responsables de tous les problèmes sociaux les 11 millions de travailleurs sans papiers, n'a rien d'original, à part sa grossièreté. Quant à ses propositions, barbares, d'expulser des millions d'immigrés et de construire un mur le long de la frontière avec le Mexique, elles décrivent ce que les gouvernements américains font depuis longtemps. Le mur existant fait plus de 1 000 kilomètres et s'étend jusque dans l'océan Pacifique. Et le corps de police spécialisé dans la chasse aux immigrés sans papiers a été consolidé sous chaque administration présidentielle, qu'elle soit républicaine ou démocrate.

Trump a promis d'aller plus loin qu'Obama, mais il ne l'a pas encore fait. Sa démagogie est une chose, les besoins de main-d'œuvre de la bourgeoisie américaine en sont une autre. Or ce sont ces besoins qui déterminent, depuis toujours, la politique des gouvernements américains en matière d'immigration. Les patrons ont un besoin immense de bras à exploiter, et de bras qui coûtent le moins cher possible. Les travailleurs immigrés, avec ou

sans papiers, ont depuis toujours bien rempli cette fonction, les immigrés sans statut légal étant les plus vulnérables. Pour eux, la menace de se faire arrêter et expulser est permanente, de même que celle de voir leur famille brisée, leurs enfants abandonnés, leurs revenus réduits à néant.

La démagogie de Trump renforce cette menace. Mais elle s'adresse d'abord aux travailleurs américains. Elle vise à canaliser leur colère vers des boucs émissaires, en mettant sur le dos des immigrés des maux (le chômage, les bas salaires...) qui sont en fait des produits de l'avidité des capitalistes. En dressant les travailleurs américains contre la fraction immigrée de leur classe, en les détournant de leurs vrais ennemis, Trump rend un fier service au patronat.

L'IMPORTANCE DE LA MAIN-D'ŒUVRE SANS PAPIERS

Sur onze millions d'immigrés sans papiers vivant aux États-Unis aujourd'hui, huit millions sont en activité. Les trois quarts viennent d'Amé-

rique centrale. Au total, ils représentent 5 % du prolétariat américain. Mais le pourcentage est bien plus élevé dans les secteurs de l'économie où ils sont concentrés : plus de 50 % dans l'agriculture, près de 35 % dans l'emballage de la viande, 15 % dans le bâtiment et les travaux publics.

La classe capitaliste a exploité les immigrés venus du Mexique dans ses grandes fermes industrielles dès la fin du 19^e siècle. Pendant la Seconde Guerre mondiale, le plan dit Bracero a permis au gouvernement américain de faire venir des ouvriers agricoles « temporairement », du temporaire qui a duré en fait 25 ans de plus. L'exploitation des ouvriers mexicains, avec ou sans papiers, est devenue la norme dans ces fermes. Comme le travail y est par nature saisonnier, les travailleurs immigrés s'en vont souvent dans d'autres États à la recherche d'un emploi, voire retournent au Mexique. L'un dans l'autre, l'afflux continu de migrants permet aux rois de l'agro-business de payer des salaires extrêmement bas.

Dans les secteurs de la viande et du BTP, la présence de tra-

vailleurs sans papiers est plus récente.

C'est dans les années 1980 que les usines d'emballage de viande ont commencé à faire venir des travailleurs sans papiers en grand nombre. Jusqu'à la fin des années 1960, la plupart de ces usines se trouvaient dans des grandes villes (Chicago, Kansas City...) et la plupart des travailleurs y étaient syndiqués. Leurs salaires étaient souvent plus élevés que dans d'autres usines. Mais les entreprises ont délocalisé l'emballage de la viande vers les zones rurales, où les coûts étaient plus faibles, en y imposant des reculs sévères. Des grèves acharnées furent parfois menées, mais elles furent défaites, et les syndicats brisés. La voie était libre pour payer les salariés moitié moins et pour embaucher des travailleurs sans papiers. Malgré les conditions de travail difficiles, travailler dans l'emballage de la viande était, pour un migrant, un certain progrès par rapport au travail des champs. Car la paye était moins mauvaise, et l'emploi moins irrégulier. Le nombre de sans-papiers dans cette branche augmenta donc régulièrement.

Dans le bâtiment, le recours aux travailleurs sans papiers se fit surtout dans la construction des maisons particulières. Les petits sous-traitants avaient besoin d'eux, dans le gros œuvre, la couverture, la peinture, etc. En 2006, un tiers des travailleurs immigrés employés dans ces métiers étaient sans papiers, une proportion qui est plus grande encore aujourd'hui.

Les travailleurs sans papiers sont également employés, et de plus en plus, par l'État et les grandes entreprises. Là aussi, cela se fait par le recours à la sous-traitance, pour des services comme l'informatique, le nettoyage, la maintenance, etc.

C'est une façon de remplacer les travailleurs permanents par une main-d'œuvre moins coûteuse et plus corvéable.

Les travailleurs sans papiers se retrouvent aussi, bien sûr, dans le secteur de l'hôtellerie et de la restauration. Où qu'ils travaillent, ils sont non seulement sous-payés, mais littéralement volés. Les patrons trichent souvent sans vergogne sur les salaires, déjà bas, en comptant sur le manque d'instruction de ces travailleurs, ou sur le fait qu'ils n'oseront pas se plaindre, de peur d'être expulsés.

UNE HISTOIRE DE MIGRATIONS ET DE LUTTES

L'immigration en provenance d'Amérique centrale n'est que le dernier épisode en date dans l'histoire de la formation de la classe ouvrière américaine, qui s'est construite tout entière à partir de tels mouvements de population, à commencer par la migration forcée de générations d'Africains arrachés à leur continent et réduits en esclavage. Il faut aussi mentionner l'arrivée au 19^e siècle de nombreux travailleurs engagés venus de Grande-Bretagne, puis de vagues de travailleurs venus d'Irlande, d'Allemagne, de Scandinavie, de Chine, sans oublier les migrants venus de l'est et du sud de l'Europe. Après la fermeture des frontières du pays à toute nouvelle immigration dans les années 1920, la classe ouvrière se construisit au travers de grandes migrations internes, celles des travailleurs blancs et noirs quittant le Sud et les fermes pour les centres urbains et industriels.

Chaque fois, les capitalistes ont modelé les migrations pour qu'elles servent leur soif de profits. Pour tirer un maximum

de bénéfiques de l'exploitation de ces masses de travailleurs, les patrons ont toujours cherché à les diviser en fonction de leur origine, pas toujours avec succès. Pendant les périodes de révoltes de masse (les années de Reconstruction qui suivirent la guerre de Sécession, les grandes grèves ouvrières des 19^e et 20^e siècles, les luttes des Noirs à partir des années 1950), les exploités ont trouvé des moyens de défendre leurs intérêts de classe en unifiant leurs forces dans des luttes communes.

Il va de soi que la division majeure au sein de la classe ouvrière américaine découle de l'oppression raciste de la population noire. Historiquement, les Noirs ont été exploités par la bourgeoisie américaine sous différentes formes : d'abord esclaves puis métayers, ils forment aujourd'hui une armée de réserve pour le capital. À chaque nouvelle vague de migration, ils sont restés tout en bas de l'échelle sociale. Le mouvement noir des années 1960 a certes forcé la classe capitaliste à ouvrir aux Noirs un certain nombre d'emplois dont ils étaient jusqu'alors exclus. Mais ce fut à contrecœur, car les patrons continuent de considérer les travailleurs noirs, dont toute l'histoire est marquée par la résistance et la rébellion, comme un problème.

Depuis la crise économique des années 1970, les travailleurs noirs ont été les plus durement frappés par les destructions d'emplois. « Derniers embauchés, premiers licenciés », ils ont très peu bénéficié des courts épisodes de reprise économique, au point d'être relégués aux marges de la société. Tandis que les patrons les remplaçaient par les nouveaux migrants d'Amérique centrale, l'État leur trouva une place : en prison.

FAUTE D'ORGANISER
LA RIPOSTE, LES APPAREILS
SYNDICAUX TROUVENT
UN BOUC ÉMISSAIRE

La dernière migration de masse vers les États-Unis commença dans les années 1970, c'est-à-dire au moment où la crise économique s'installait. Cette crise, qui frappa les pays sous-développés plus fort encore que les États-Unis, poussa des millions de paysans à quitter leurs terres et à venir grossir les rangs des prolétaires sans emploi des villes grandes et petites. Cette crise dure encore et s'est aggravée, du fait que les puissances impérialistes ont renforcé leur emprise sur ces pays et ont accru leur exploitation. S'ajoute à cela, dans le cas de l'impérialisme américain, le fait que, pour consolider sa domination, il a fomenté des guerres aux quatre coins du monde, et notamment dans son arrière-cour. L'arrivée en masse de migrants en provenance d'Amérique centrale n'a pas d'autre cause que leur besoin vital de fuir la misère et les conflits armés.

La crise économique qui a débuté dans les années 1970 n'a pas été aussi grave aux États-Unis que dans les pays sous-développés, mais aux États-Unis aussi la classe capitaliste a maintenu ses profits en abaissant le niveau de vie de la classe ouvrière. Les travailleurs ont été de plus en plus frappés par l'intensification du travail, les fermetures d'usines, les concessions sur les salaires et les conditions de travail, et cela continue aujourd'hui.

Les syndicats, les seules organisations de travailleurs qui existent aux États-Unis, n'ont pas proposé de réponse appropriée à ces attaques. Leurs vieilles méthodes de lutte, des grèves corporatistes, sur un seul lieu de travail ou dans un seul secteur, ont parfois permis de remporter des victoires

lorsque l'économie était en expansion. Mais ces victoires n'étaient que des miettes comparées aux profits énormes que les entreprises réalisaient. Et lorsque la crise a frappé, les patrons ne furent plus disposés à accorder quoi que ce soit. Au contraire, ils exigèrent des reculs importants. Pendant un temps, certains syndicats continuèrent à appeler à des grèves, toujours les mêmes vieilles grèves étriquées – et ce fut un désastre. Comment un groupe isolé de travailleurs aurait-il pu résister à une politique voulue par la classe capitaliste tout entière et coordonnée par son gouvernement? Au tournant de la grande récession de 1978-1979, les Trois grands de l'industrie automobile imposèrent des concessions énormes aux travailleurs... avec le soutien de l'appareil de l'UAW, le syndicat des travailleurs de l'automobile, qui accompagna les reculs en prétendant défendre la survie des emplois. Cela ouvrit les vannes et, dans le privé comme dans le public, les employeurs passèrent à l'offensive, souvent avec la collaboration des appareils syndicaux. Les appareils syndicaux n'ont jamais proposé une lutte qui aurait permis à au moins une partie de la classe ouvrière de mobiliser de plus larges forces contre l'offensive généralisée des capitalistes. Les groupes de travailleurs qui tentèrent de résister se battirent isolément, et subirent défaite sur défaite.

De nombreux appareils syndicaux cherchèrent à détourner la colère des travailleurs contre d'autres fractions de la classe ouvrière. Au début des années 1970, lorsque la crise commença à toucher la métallurgie, le syndicat des ouvriers de l'acier (United Steelworkers) sortit un film intitulé *Où est Joe?*, qui faisait porter la responsabilité des pertes d'emplois sur les importations étrangères, c'est-à-dire les travailleurs étrangers. L'UAW mena une campagne à

grande échelle pour dénoncer les voitures étrangères comme cause des pertes d'emplois. Il distribua des autocollants « Achetez américain », bannit les voitures étrangères des parkings syndicaux, et soutint des manifestations où les ouvriers de l'automobile détruisaient des voitures étrangères à coups de masse. Ces violentes campagnes attisèrent les braises du racisme et du chauvinisme à l'intérieur de la classe ouvrière. En 1982 elles menèrent même au meurtre de Vincent Chin, un Américain d'origine chinoise, à Highland Park dans le Michigan. Il fut assassiné par un gardien de l'usine et son beau-fils aux cris de : « *C'est à cause de toi petit enculé qu'on est sans travail!* »

Tout au long des années 1970, l'AFL-CIO, la confédération qui regroupe l'immense majorité des syndicats américains, défendit des positions ouvertement anti-immigrés. Elle en appela au gouvernement pour qu'il augmente les patrouilles aux frontières. Elle promit aux travailleurs américains qu'en fermant la porte aux immigrés, on limiterait la concurrence sur le marché du travail. Elle pré-senta tous les immigrés comme des briseurs de grève. Dans la construction, les syndicats en appelèrent même aux autorités de l'immigration pour qu'elles poursuivent les travailleurs sans papiers sur leurs lieux de travail.

Certes, un certain nombre de travailleurs immigrés se syndiquèrent, mais cela fit à peine changer la position de l'AFL-CIO, qui demeura fondamentalement raciste. Certains syndicats découvrirent qu'ils pouvaient compenser leur perte d'adhérents en syndiquant des travailleurs immigrés. Mais l'AFL-CIO est restée sur sa position protectionniste et chauvine : c'est toujours en barrant la route aux importations qu'elle prétend défendre

l'emploi. Autant dire que la droite et l'extrême droite, dans leurs attaques contre les travailleurs étrangers, n'ont eu qu'à reprendre le langage anti-immigrés des syndicats.

EXIGENCES CAPITALISTES ET DÉMAGOGIE POLITICIENNE

C'est à cette ambiance anti-immigrés qu'ont dû faire face des millions de travailleurs étrangers fuyant les crises dans leurs propres pays.

En 1980 il y avait trois millions de travailleurs sans papiers aux États-Unis, employés principalement dans de petites entreprises. Les entreprises plus grandes évitaient d'embaucher les sans-papiers, pourtant moins cher payés, parce qu'elles ne voulaient pas risquer une perturbation imprévue de leur activité, en cas d'arrestation et d'expulsion d'une partie de leur main-d'œuvre. Elles ne voulaient pas non plus des tracas que de telles opérations auraient causés à leur image de marque.

Dans ce contexte, des porte-parole de la bourgeoisie commencèrent à demander au gouvernement de régulariser la situation dans un sens favorable à ses intérêts. En 1986, pour répondre à cette attente, le Congrès adopta et le président Ronald Reagan signa une loi baptisée IRCA pour *Immigration Reform and Control Act* (loi sur la réforme et le contrôle de l'immigration). La loi contenait une apparente amnistie pour les travailleurs sans papiers. En réalité, cette amnistie permettait aux entreprises d'embaucher immédiatement des travailleurs sans papiers qui s'étaient portés candidats à l'amnistie. Mais pour que les travailleurs immigrés obtiennent la pleine citoyenneté, ils devaient passer par un coûteux processus... qui pouvait du-

rer jusqu'à dix ans. Ainsi, alors que ces travailleurs étaient légaux aux yeux de l'entreprise, ils ne l'étaient pas aux yeux de l'État, leur demande pouvant être rejetée à tout moment. Cela laissait les travailleurs dans une position de faiblesse, et permettait à l'inverse aux patrons de les sous-payer et de les surexploiter. Sur trois millions de candidats à cette amnistie, 2,7 millions l'obtinrent petit à petit.

Les politiciens pour qui la démagogie anti-immigrés était un fonds de commerce durent trouver une façon de justifier leur soutien à l'amnistie. Ils avancèrent que le gouvernement n'offrait cette amnistie qu'aux immigrés déjà installés, et ils mirent en avant des dispositions de la loi qui aidaient à renforcer le contrôle aux frontières. Quant à l'AFL-CIO, elle changea de position et soutint la loi IRCA, soulignant les sanctions auxquelles feraient face les employeurs qui embaucheraient des travailleurs sans papiers.

Tout en inquiétant les immigrés, ces dispositions de la loi ignoraient totalement les vraies causes de l'immigration, ces crises de plus en plus virulentes qui frappaient les populations d'Amérique centrale et la responsabilité centrale du capitalisme américain dans ces crises. De fait, tout au long des années 1990, le flux d'immigrés sans papiers vers les États-Unis s'accéléra.

En 1991, lorsqu'une nouvelle récession frappa le pays, les politiciens républicains, les médias et une poignée de responsables syndicaux s'empresèrent de mettre sur le dos des immigrés sans papiers le chômage croissant et les coupes claires dans les services publics et les programmes sociaux. Ils provoquèrent une violente réaction contre les immigrés, qui se cristallisa en 1994 en Californie avec un référendum

interdisant l'accès des immigrés sans papiers à l'éducation et aux soins médicaux « non urgents ». Les tribunaux cassèrent ces dispositions, qui ne furent jamais mises en place. Mais en ce qui concerne l'hystérie anti-immigrés, le mal avait été fait.

L'administration Clinton, qui vint au pouvoir en 1993, tenta de surpasser les Républicains. Elle fit construire des barrières et des murs le long de la frontière, à l'extérieur de zones très peuplées, dont San Diego, Calexico, Tucson et El Paso. Elle augmenta les effectifs des patrouilleurs et des « chasseurs de sans-papiers », ce qui aboutit à plus d'arrestations et d'expulsions, à la fois à la frontière et à l'intérieur du pays. En 1996, lorsque Clinton fit adopter des mesures anti-criminalité qui allaient mettre des millions de Noirs en prison, elles étendirent aussi le nombre d'infractions rendant un immigré expulsable. Et lorsque Clinton trancha dans les programmes sociaux, il exclut également les immigrés, légaux et illégaux, du droit à la plupart des allocations sociales.

Certaines de ces mesures ont été dévastatrices. La militarisation de la frontière (avec la multiplication des fossés, caméras, détecteurs, radars et autres checkpoints) a rendu plus dangereuse la traversée. Les migrants ont été repoussés des zones urbaines relativement sûres vers des zones désertiques lointaines, brûlantes et sans eau. En conséquence, entre octobre 2000 et septembre 2016, le service du contrôle aux frontières a compté 6023 morts en Arizona, au Nouveau Mexique et au Texas. Il s'agit là des chiffres officiels. Le vrai bilan est sans nul doute bien plus élevé.

Comme on pouvait s'y attendre dans ce système où tout est bon pour faire de l'argent, les entreprises privées se sont

précipitées sur les activités de détention d'immigrés. Les prisonniers sont concentrés, pendant des mois ou des années, dans des installations appartenant à Corrections Corporation of America (CCA) ou à GEO, deux groupes cotés à la Bourse de New York. Le Congrès leur garantit un nombre minimum de détenus, ce qui est ni plus ni moins une assurance faite avec l'argent public que les profits privés ne cesseront jamais de rentrer.

ONZE MILLIONS D'ÊTRES HUMAINS SANS PAPIERS

Ces mesures ont rendu l'immigration vers les États-Unis plus périlleuse, mais n'ont pas mis fin aux flux de migrants en provenance des pays dominés par l'impérialisme américain. Sous Clinton, le nombre d'immigrés sans papiers vivant dans le pays est monté à plus de huit millions. C'était une main-d'œuvre très nombreuse et peu coûteuse, qui avait de quoi attirer petits et grands patrons. Mais les contrôles inopinés, les arrestations et les expulsions qui en découlaient, étaient pour les plus grosses entreprises une entrave à l'embauche. Lorsque George W. Bush arriva au pouvoir en 2001, la question de la régularisation des travailleurs sans papiers fut donc remise à l'ordre du jour.

Mais le plan Bush fut brutalement abandonné après les attentats du 11 septembre, qui furent bientôt suivis par les invasions de l'Afghanistan et de l'Irak. Bientôt, « guerre au terrorisme » et « guerre à l'immigration » devinrent synonymes. Tom Ridge, le ministre de la Sécurité intérieure, annonça un plan pour expulser tous les immigrés sans papiers. Pour les médias il organisa des contrôles spectaculaires, avec hélicoptères et robocops à gogo.

Quand Bush débuta sa deuxième présidence en 2005, le nombre d'immigrés clandestins était monté à onze millions, ce qui donnait à la bourgeoisie une raison de plus de chercher à régulariser la situation. Cela prit une forme concrète en 2005, lorsque l'administration Bush présenta un plan pour « une réforme complète de l'immigration ». Cette réforme fut appuyée par 47 associations d'employeurs, dont la Chambre de commerce américaine, ce qui indique son importance pour la classe capitaliste. Elle aurait légalisé immédiatement l'embauche de travailleurs immigrés par de grandes entreprises... tout en fixant à treize ans le nombre d'années pour obtenir la pleine naturalisation. C'est dire que, pendant treize ans, la menace de l'expulsion aurait continué à planer au-dessus de la tête des travailleurs immigrés, les soumettant ainsi au bon vouloir des patrons.

Des syndicats patronaux, l'Église catholique, les médias, l'appareil du Parti démocrate, les organisations de défense des immigrés et des cadres syndicaux, en particulier ceux du syndicat des employés de service, poussèrent les immigrés à manifester en masse pour soutenir cette mesure propatronale. Mais au final, cette loi fut torpillée par l'extrême droite des Républicains, ainsi que par certains membres de la gauche du Parti démocrate, qui posèrent en défenseurs des emplois des travailleurs et craignaient de ne pas être réélus s'ils votaient en faveur de la réforme.

La défaite de la loi voulue par Bush n'a pas empêché des fractions de la classe capitaliste de continuer à recruter des travailleurs sans papiers, spécialement dans la construction. Le nombre d'immigrés sans papiers dans le pays augmenta jusqu'en 2007, pour atteindre

douze millions. Mais en 2007, la récession déclenchée par la crise des *subprimes* conduisit à des licenciements massifs, qui démarrèrent dans la construction. Sans espoir de retrouver un emploi, bien des travailleurs sans papiers quittèrent le pays. Le nombre d'immigrés cherchant à entrer aux États-Unis chuta également. Pour la première fois depuis des dizaines d'années, le nombre total d'immigrés sans papiers baissa, pour atteindre onze millions. Il est resté à ce niveau depuis.

Pendant les premières années de la récession, la bourgeoisie américaine mit la régularisation des immigrés sans papiers au second plan. Mais l'administration Obama, en place à partir de 2009, trouva des moyens de faciliter la vie aux patrons de ce côté-là. Les contrôles spectaculaires sur les lieux de travail furent remplacés par un système de « contrôles silencieux ». Avec ces audits, les lieux de travail n'étaient pas dérangés et la plupart des immigrés sans papiers démasqués n'étaient pas expulsés, même s'ils perdaient souvent leur emploi. La bourgeoisie ne pouvait obtenir la régularisation des travailleurs sans papiers par un changement de la loi ? Elle travailla de concert avec Obama pour l'obtenir d'une autre façon : en changeant la façon dont la loi était appliquée.

En 2012, par le biais d'un décret qui passait outre à l'autorité du Congrès, Barak Obama créa le programme DACA, dit *dreamers* (rêveurs) – un programme qui fournit des permis de travail renouvelables tous les deux ans aux jeunes sans papiers arrivés encore enfants aux États-Unis. Le programme concerne plus de 750 000 personnes, toutes dans la fleur de l'âge, une bénédiction pour les entreprises. C'est d'autant plus vrai que, le per-

mis pouvant être retiré à tout moment, il garantit des employés dociles. C'est un décret d'Obama que Trump n'a pas annulé... jusqu'à présent.¹

Pendant le deuxième mandat d'Obama, qui débuta en 2013, le Congrès contrôlé par les Républicains refusa une loi qui visait à légaliser l'embauche d'immigrés sans papiers par la classe capitaliste, loi qui rendait « le chemin vers la citoyenneté » encore plus difficile que la loi Bush de 2005. Mais l'échec était attendu puisque les Républicains au Congrès votaient contre pratiquement tout ce que l'administration Obama proposait.

L'administration Obama a donc très largement légalisé la situation pour les entreprises, en laissant tout simplement la plupart des travailleurs sans papiers tranquilles. Elle a radicalement diminué les arrestations et les expulsions à l'intérieur du pays. Presque toutes les arrestations et les expulsions pendant le second mandat d'Obama eurent lieu à la frontière. Pour la bourgeoisie, cela signifiait moins de perturbation de sa main-d'œuvre.

Plus de onze millions d'immigrés sans papiers vivent, travaillent ou vont à l'école aux États-Unis. Ils vivent dans la peur, parce qu'ils peuvent encore être arrêtés et expulsés à tout moment. On profite d'eux, ils sont moins payés et leurs bas salaires sont utilisés pour faire baisser les salaires du reste de la classe ouvrière.



Des militants ouvriers solidaires des immigrants.

POUR UNE POLITIQUE DE LUTTE

Sous le capitalisme, la classe ouvrière est par définition divisée. Les travailleurs sont en concurrence pour les emplois, pour les salaires, pour tout. Les capitalistes sont en concurrence les uns avec les autres, les travailleurs aussi. C'est comme cela que fonctionne ce système, en montant les travailleurs les uns contre les autres.

Mais ces divisions au sein de la classe ouvrière ne sont pas constantes ou inamovibles. L'histoire est riche d'épisodes où les travailleurs ont su dépasser ces divisions, à chaque fois ce furent des épisodes de lutte. Quand ils partent à l'offensive, les travailleurs apprennent par leur propre expérience qu'ils ont des intérêts communs et qu'ils sont plus forts lorsqu'ils unissent leurs forces.

Ce dont les travailleurs ont besoin, qu'ils soient américains

ou immigrés, avec ou sans papiers, blancs ou noirs, c'est d'une politique de lutte qui vise à arracher tout ce dont les travailleurs ont besoin : des emplois et des salaires décents, de bonnes conditions de travail, des écoles dignes de ce nom et des soins médicaux, toutes ces choses que la classe capitaliste essaye de supprimer.

Quand les travailleurs commenceront à mener ce combat, les travailleurs américains se rendront compte que les travailleurs immigrés sont un atout. Non seulement ils augmentent la taille et le poids de la classe ouvrière, mais ils complètent le savoir collectif et l'expérience de la classe ouvrière tout entière, car les travailleurs immigrés viennent de partout, avec leur propre histoire et les leçons de leurs propres luttes.

Cela sera un avantage pour les futurs combats que la classe ouvrière aura à mener dans ce pays et ailleurs.

26 juillet 2017

1 Depuis la rédaction de cet article en juillet 2017, Trump a décidé (début septembre) de proposer au Congrès l'abandon du programme DACA d'ici à mars 2018, une décision qui, si elle se confirme, pèsera lourd sur le quotidien des 800 000 jeunes adultes concernés. L'annonce a tout de suite suscité de nombreuses protestations de leur part. Par cette provocation Trump fait un geste de plus en direction de ses soutiens les plus à droite. Mais en même temps il a clamé son « grand amour » pour les Rêveurs, une manière de dire à ceux qui les exploitent que son gouvernement trouvera bien un moyen de les faire rester. (Note de la rédaction LDC)



Transport ferroviaire : vers l'ouverture à la concurrence

Une proposition de loi sénatoriale visant à l'ouverture à la concurrence du transport ferroviaire de voyageurs vient d'être déposée au Parlement. Préparée de longue date par le patronat, le gouvernement et la direction de la SNCF elle-même, cette mise en concurrence aura pour conséquence de faire reculer les conditions de vie et de travail des cheminots. Mais elle est aussi significative du parasitisme croissant de la bourgeoisie. En effet, cette privatisation du transport ferroviaire doit permettre aux affairistes, sans investir un seul centime dans l'infrastructure, le matériel ou la formation, de faire main basse sur les secteurs les plus rentables du transport au détriment de ceux indispensables à la collectivité.

APRÈS-GUERRE : LA SNCF, VACHE À LAIT DE L'INDUSTRIE PRIVÉE

Jusqu'aux années 1990, la SNCF, entreprise publique, nationalisée en 1938, avait la propriété de l'ensemble des terrains et matériels ferroviaires. Elle possédait le monopole de la gestion de l'infrastructure, des voies, des gares, ainsi que celui de l'exploitation, de l'entretien du matériel et de la circulation des trains.

Ce n'était pas un cas particulier et en aucun cas une mesure socialiste : dans la plupart des pays européens, depuis l'après-guerre les bourgeoisies avaient préféré confier à l'État, ou à une entreprise publique, les lourds investissements que nécessitaient la reconstruction puis l'électrification d'un réseau indispensable à la circulation des marchandises et des salariés.

La SNCF, comme bon nombre d'entreprises publiques, servait de vache à lait à de nombreux groupes industriels pri-

vés. C'était bien sûr le cas des trusts sidérurgiques et métallurgiques qui vivaient des commandes de la SNCF en rails, motrices et voitures, ainsi que des Dumez, Bouygues et autres groupes de BTP, qui se sont en particulier réparti les marchés pharaoniques de la construction des lignes à grande vitesse.

Autre soutien de la SNCF au

profit capitaliste : le fret. Représentant encore 60% de l'activité SNCF en 1973, le transport des marchandises était bien souvent facturé en dessous du prix de revient. Ce rôle de la SNCF, comme d'autres entreprises publiques, était indispensable à la réalisation de la plus-value dans la sphère de la production et de la circulation des marchandises.



Sous le coup du recul de la production industrielle et du développement du transport routier, le fret ferroviaire est retombé au niveau de 1910 et des deux guerres mondiales.

AVEC LA CRISE, LA SNCF SOUMISE À LA FINANCE

L'entrée de l'économie capitaliste dans la crise, à partir des années 1970, s'est traduite par un ralentissement de la production et une financiarisation croissante de l'économie. Elle a modifié les besoins des capitalistes.

N'ayant plus aucune confiance en leur propre économie, ils ont exigé de leur État des ressources, sous forme d'intérêts, de rentes, de cadeaux de toutes sortes, afin d'augmenter leurs dividendes sans même passer par le détour de la production.

La SNCF, comme bien des entreprises publiques, fut mise à contribution, en particulier par la mécanique implacable de la dette.

Karl Marx avait déjà dans *Le Capital* mentionné le rôle de la dette publique : « *Par un coup de baguette, elle doue l'argent improductif de la vertu reproductrice et le convertit ainsi en capital, sans qu'il ait pour cela à subir les risques, les troubles inséparables de son emploi industriel et même de l'usure privée.* » (Marx, *Le Capital* Livre I Chapitre XXXI).

Encore faible au début des années 1980, la dette de la SNCF s'est envolée par deux mécanismes. Alors que les routes étaient construites et entretenues par l'État ou les collectivités locales, l'État fit le choix à la fois de commander la construction de lignes à grande vitesse à la SNCF mais de lui en faire supporter intégralement le coût, en particulier par l'emprunt. Le deuxième mécanisme réside dans l'envolée dans les années 1980 et 1990 des taux d'intérêt réels, c'est-à-dire corrigés de l'inflation. Ceux-ci passèrent de 2% à 3%, dans les années 1970, à plus de 5% à 7% dans les années 1980 et 1990.

La dette de la SNCF, de 30 mil-

liards de francs en 1976, passa à 105 milliards de francs en 1990, soit 16 milliards d'euros. Elle n'a depuis cessé d'augmenter. Elle représente aujourd'hui 52 milliards d'euros. 1,7 milliard d'euros est versé annuellement aux banques, soit l'équivalent du salaire annuel, cotisations patronales comprises, de 50 000 cheminots.

Le tribut payé à la finance s'est au contraire accompagné d'une suppression continue des effectifs, passés de 254 000 en 1980 à 148 000 aujourd'hui.

ANNÉES 1990 : LE DÉBUT DE LA PRIVATISATION DU TRANSPORT FERROVIAIRE EN EUROPE

Mais les exigences du capital financier ne s'arrêtaient pas à prospérer aux dépens d'entreprises publiques. Il commença à en réclamer les meilleurs morceaux. Et ce sont non seulement des banques ou des firmes industrielles qui furent privatisées dans ces années-là, mais aussi des services publics censés assurer un intérêt général. Dans l'aérien, dans l'audiovisuel, dans les télécoms, dans l'énergie, les autoroutes et bien d'autres secteurs, une fois les infrastructures et les réseaux installés et financés par l'argent public, la bourgeoisie exigeait de pouvoir directement en exploiter les secteurs les plus rentables ou les revendre à la découpe. Il y eut une parfaite continuité entre les gouvernements de droite et de gauche puisqu'en France, le gouvernement qui privatisa le plus, en particulier France Télécom et Air France, fut celui de la « gauche plurielle » de Lionel Jospin.

Le but de cette politique de privatisation n'était certainement pas de récupérer de l'argent frais pour l'État, mais au contraire de financer les multiples cadeaux fiscaux au

capital financier tout en lui cédant des activités immédiatement rentables.

Le ferroviaire n'a pas échappé à cette vague de privatisations. Mais, alors que la circulation des trains nécessite une centralisation et une parfaite coordination des différents corps de métier, la privatisation supposait au préalable d'opérer un charcutage gigantesque et contre nature : séparer la gestion des infrastructures de l'exploitation ferroviaire, afin d'offrir cette dernière en pâture au privé. Il fallait aussi passer par-dessus la résistance des cheminots, premières cibles de ce plan d'attaques.

1997 : PREMIÈRE COUPURE EN DEUX DE LA SNCF

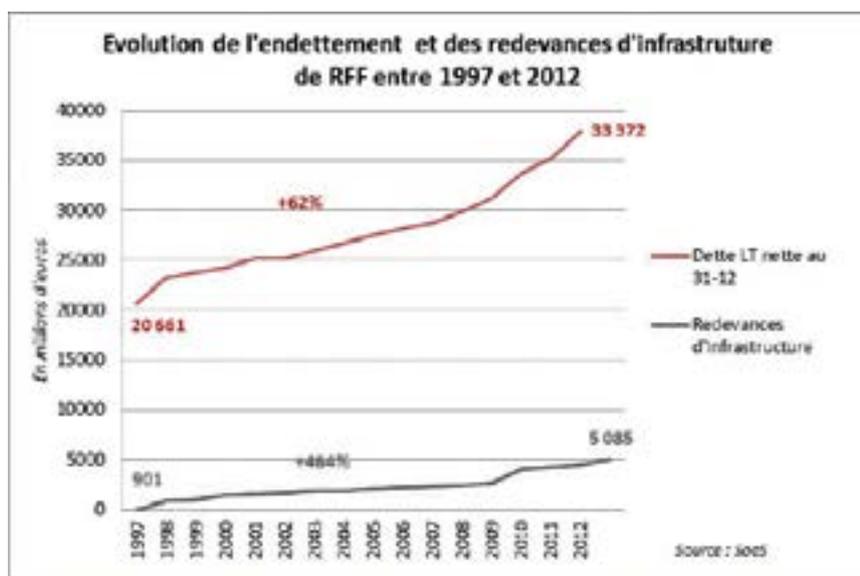
En février 1997, avec la création de RFF (Réseau ferré de France), la SNCF était une première fois coupée en deux. RFF héritait de la propriété et de la gestion de l'infrastructure. La SNCF quant à elle devenait exploitant ferroviaire.

Cette séparation fut votée par la droite, mais ce fut le gouvernement de Jospin, avec un ministre PCF des Transports, Jean-Claude Gayssot, qui se chargea de la mettre en œuvre.

Présentée comme un moyen de soulager la dette de la SNCF, cette réforme ne fit au contraire qu'aggraver la ponction de la finance et le désengagement de l'État.

En effet RFF, qui héritait des deux tiers de la dette, instaura des péages pour l'utilisation des voies par la SNCF. Ces péages sont passés de 900 millions à 2,7 milliards d'euros en dix ans. À chaque augmentation de péages versés à RFF, l'État diminuait sa contribution à l'infrastructure.

Dans le même temps, RFF et SNCF, tout entiers tournés vers la rentabilité et le paiement des intérêts aux banquiers, lais-



Au fur et à mesure que RFF s'endettait auprès des banques, il augmentait les péages payés par la SNCF... qui augmentait le prix des billets.

saient le réseau ferré à l'abandon, sacrifiant chaque année des milliers de postes, en particulier dans l'infrastructure.

En 2005, un audit alarmiste de l'École polytechnique de Lausanne venait confirmer ce que les cheminots dénonçaient depuis de nombreuses années. Le budget de maintenance (entretien et renouvellement de la voie) diminuait chaque année depuis 20 ans de 3% en valeur réelle (corrigée de l'inflation), alors même que 2800 km de lignes à grande vitesse avaient été construites. Le nombre de kilomètres de voies renouvelés annuellement était divisé par deux par rapport aux années 1970. Une grande partie du réseau était menacée d'obsolescence. À ce rythme, les polytechniciens avaient calculé qu'en 2025 il ne resterait plus qu'un tiers du réseau ferré national!

Aujourd'hui encore, malgré des décisions de régénération décidées en 2011, le vieillissement et la dégradation du réseau se poursuivent et se poursuivront d'après les estimations de la SNCF au moins jusqu'en 2025.

Quatre mille six cents kilomètres de lignes ont été supprimés depuis 1991 et d'autres sont en passe de l'être, ainsi que les

trains de nuit, remplacés par les autocars chers à Macron. Des ralentissements sont permanents sur 4 900 kilomètres de voies sur les 30 000 que compte encore le réseau, en raison de leur état déplorable. La vétusté du réseau occasionne aussi des accidents comme celui de Brétigny en 2013 qui avait provoqué la mort de sept personnes et 70 blessés. Et quotidiennement, les avaries de matériels, pannes de signalisation ou des arrachements de caténaires entraînent retards et suppressions de trains, en particulier dans le réseau Île-de-France, et empoisonnent le quotidien de millions de travailleurs.

Au 19^e siècle, les banquiers, les Rothschild, Fould, Peireire, s'étaient enrichis sur la construction du chemin de fer. Aujourd'hui, leurs descendants s'engraissent de sa ruine.

EN 2014 : NOUVELLE RÉFORME FERROVIAIRE

Toutefois, la réforme de 1997 restait inachevée, du point de vue de la bourgeoisie. En effet, à l'époque, essentiellement par crainte des réactions des cheminots, les gouvernements n'avaient pas osé transférer à RFF les 55 000 agents SNCF de

l'infrastructure. Au contraire, la SNCF se voyait déléguer, par la même loi, l'entretien des voies et la gestion des circulations.

Onze ans plus tard cette crainte existait encore : en 2008, Hervé Mariton, député UMP, dans un rapport parlementaire, examinait l'hypothèse d'un « *transfert pur et simple de la branche infrastructure de la SNCF. Dans cette hypothèse, les 55 000 agents de cette branche seraient transférés à RFF, qui, possédant le réseau et disposant du personnel, aurait tous les moyens d'assumer sa mission. La SNCF serait alors un opérateur ferroviaire parmi d'autres, une autorité de régulation contrôlant la bonne marche du système.*

S'il a l'avantage de la clarté, un tel système serait difficile à mettre en place. De nombreux problèmes devraient être résolus, en termes de statuts des personnels, d'engagements de retraite, de transferts de bâtiments et de matériels. Sa mise en place supposerait une adhésion des personnels, qui est loin d'être acquise.»

C'est une nouvelle fois à la gauche qu'il revint de mettre en œuvre une mesure souhaitée et préparée par la droite et le patronat.

La réforme de 2014 coupait cette fois la SNCF en trois : d'un côté RFF, rebaptisée provisoirement SNCF Réseau, à qui 50 000 cheminots de l'infrastructure et des circulations étaient cette fois transférés. De l'autre côté, la SNCF, rebaptisée SNCF Mobilité, comptant 95 000 cheminots, devenait un simple utilisateur du réseau, prêt à être mis en concurrence. Pour donner l'illusion qu'il s'agissait d'une réunification et non d'un éclatement, le gouvernement coiffa symboliquement ces deux établissements d'un troisième, et dénomma le tout Groupe public ferroviaire.

Les cheminots ne furent pas dupes. Mais malgré leurs

grèves et manifestations, en particulier une grève reconduite pendant deux semaines à partir du 10 juin 2014, la loi fut votée en août de la même année.

Cette réforme planifiait aussi l'offensive patronale et gouvernementale sur la réglementation du travail.

Car pour que ces réformes et l'ouverture à la concurrence répondent aux objectifs visés par le gouvernement, il fallait faire reculer les conditions de travail, de salaire, de vie des salariés du rail.

La réforme prévoyait donc la création d'un « cadre social harmonisé », en fait une convention collective du ferroviaire en vue de la privatisation de pans entiers du transport voyageurs.

Si 150 000 cheminots étaient soumis à la réglementation du travail SNCF, 5 000 travaillaient pour des entreprises privées, depuis l'ouverture à la concurrence du fret en 2007 et du transport international de voyageurs en 2010. Le plus simple aurait été de généraliser à l'ensemble de la branche la réglementation SNCF qui couvrait donc 95 % des cheminots.

Mais évidemment, le but du patronat ferroviaire et de la direction SNCF était au contraire d'imposer une convention collective très régressive.

Le gouvernement publia en février 2016 un décret-socle censé servir de base à la négociation de la branche, qui fit l'effet d'une bombe tant elle représentait une régression sociale : allongement de la durée annuelle de travail, augmentation des amplitudes de travail, diminution du nombre et de la durée des repos, flexibilité des horaires etc.

La participation importante des cheminots à la grève du 9 mars montrait leur refus de la démolition de leurs conditions de travail. La tentative gouvernementale d'imposer la loi

El Khomri dans le même temps montrait que les cheminots étaient confrontés au même plan d'attaques que le reste du monde du travail.

Face à la réaction des cheminots, qui de journée en journée, finit par déboucher sur une grève reconductible fin mai, le gouvernement et la direction SNCF renoncèrent à inclure, pour l'heure, dans la réglementation SNCF les dispositions du décret-socle. Dans un rapport parlementaire datant de novembre 2016, deux députés, Gilles Savary (PS) et Bertrand Pancher (UDI), se plaignaient ainsi : « *Le télescopage du mouvement social contre la loi El Khomri, d'une part, et l'ouverture des négociations de la convention collective de branche et de l'accord d'entreprise, d'autre part, a finalement abouti à reconduire, voire à contraindre un peu plus (sur les horaires de nuit notamment) la rigidité des conditions de travail de l'accord d'entreprise... La SNCF en sort notoirement handicapée, au plan de la compétitivité.* »

Mais ils se félicitaient en revanche du caractère régressif de la convention collective, qui s'applique dès maintenant aux cheminots du privé... et demain aux cheminots de la SNCF. En effet, avec l'ouverture prochaine à la concurrence, les cheminots vont changer d'employeur au gré des appels d'offres et c'est bien cette convention collective, et non la réglementation actuelle, qu'on entend leur appliquer.

L'OUVERTURE À LA CONCURRENCE

En effet, gouvernement et patronat, ayant donc préparé le terrain depuis vingt ans, estiment aujourd'hui pouvoir aller vite dans l'ouverture à la concurrence.

Le 6 septembre 2017, une

proposition de loi de deux sénateurs de droite, Maurey et Nègre, a été déposée « *relative à l'ouverture à la concurrence du transport ferroviaire de voyageurs* ».

Elle prévoit que le monopole de la SNCF serait supprimé à partir de décembre 2019 sur les TER et les trains interrégionaux, puis à partir de décembre 2020 sur les TGV.

Les « autorités organisatrices », c'est-à-dire les régions pour les TER, et l'État pour les Trains d'équilibre du territoire (TET), devront, à l'expiration de leur convention avec la SNCF, la mettre en concurrence, au plus tard en 2023. Les régions Bourgogne-Franche-Comté, Grand Est, Pays de la Loire et Provence-Alpes-Côte d'Azur se sont engagées à le faire dès 2019.

Que deviendront les cheminots, par exemple d'une région, en cas de perte du marché par la SNCF ? La proposition de loi prévoit leur transfert avec maintien de la rémunération et des droits à la retraite (par ailleurs aussi dans le viseur du gouvernement), mais pas de la réglementation du travail, qui serait imposée par l'entreprise d'accueil. D'autre part, les sénateurs indiquent : « *Il est prévu que ce transfert s'opère dans un premier temps sur la base du volontariat. [...] Si le nombre de salariés volontaires est inférieur à celui arrêté par les autorités organisatrices, le transfert des salariés restants sera obligatoire. Le refus du transfert constituera un motif de rupture du contrat de travail.* »

Le transfert de gré ou de force, sous la menace d'un licenciement, est une volonté à la fois du patronat privé et de la direction SNCF. Pour le patronat, il s'agit de pouvoir disposer d'une main-d'œuvre qualifiée, dont la formation est particulièrement lourde en raison des impératifs de sécurité.

Pour la direction de la SNCF, il s'agit, selon le vocabulaire

de ses ressources humaines, de pouvoir « transférer les charges afférentes au trafic perdu », en clair de ne pas être obligée de maintenir les emplois, pas même par reclassement interne.

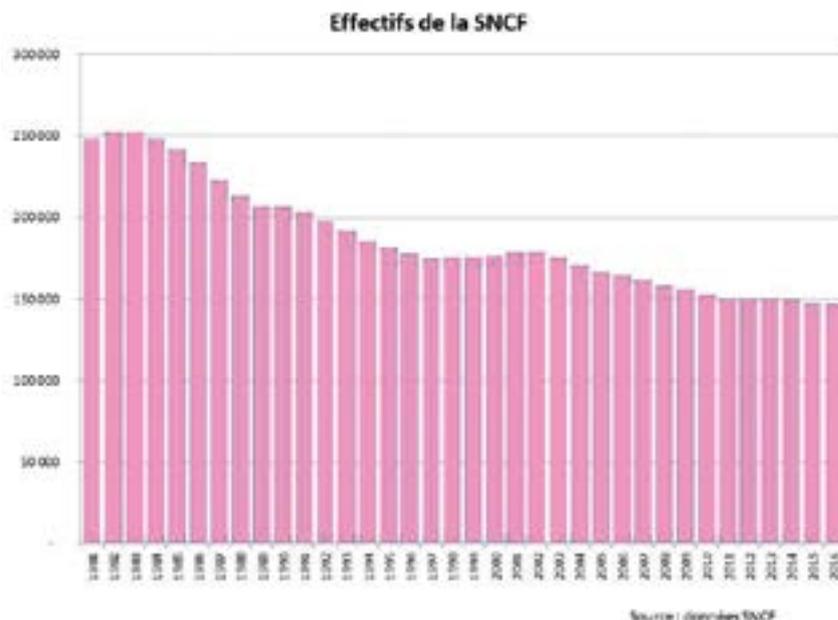
L'autre exigence du patronat est de pouvoir disposer immédiatement d'un matériel roulant opérationnel et entretenu sans investir un seul centime.

Actuellement les trains et motrices appartiennent à la SNCF même quand la région a participé à leur financement.

Mais la proposition de loi veut instaurer le « caractère automatique du transfert des matériels roulants à toute autorité organisatrice de transport qui en fait la demande ». Devenus propriétaires, l'État ou la région les « mettront à disposition des entreprises emportant l'appel d'offres » et les reprendront dès la fin du contrat.

Il en ira de même des ateliers d'entretien et de maintenance de ce matériel roulant. La propriété de ces ateliers sera transférée de la SNCF aux autorités organisatrices « lorsqu'ils sont totalement ou majoritairement affectés à l'entretien des matériels roulants utilisés dans le cadre d'un contrat de service public, pour les mettre à la disposition des entreprises remportant l'appel d'offres, à la suite d'une mise en concurrence ».

Reste la question des gares. Lors du partage en 1997, seuls les quais le long des voies avaient été transférés à RFF, la SNCF restant propriétaire des 3000 gares du pays. La proposition de loi prévoit de continuer le charcutage et préconise la transformation de Gares & Connexions, branche de SNCF Mobilités, en société anonyme, dont le capital serait, dans un premier temps, détenu à majorité par l'État. Celle-ci mettrait, moyennant redevance, ses gares à disposition des entreprises ferroviaires.



Depuis 1981, plus de 100 000 emplois ont été supprimés à la SNCF.

Ainsi l'ouverture à la concurrence du ferroviaire n'est rien d'autre qu'une mise à disposition générale des infrastructures, du matériel roulant, des gares et du personnel, sans que la bourgeoisie ait à investir, à immobiliser des capitaux quelconques, pas même dans la formation. En parfait parasite, elle entend simplement nourrir ses dividendes en usant jusqu'à la corde les investissements publics d'une autre période.

Du point de vue des usagers, cette privatisation des transports ne peut qu'accélérer la disparition de ce qui reste de service public.

Actuellement la SNCF peut continuer à financer certaines lignes déficitaires, y compris des lignes à grande vitesse, grâce aux profits réalisés sur les lignes les plus fréquentées. Mais ce sont justement les liaisons les plus rentables qui intéressent le privé et la menace pèsera évidemment de fermer les autres.

Quand des lignes ferment ou quand leurs tarifs explosent, ce sont les travailleurs des villes et régions concernées qui le paient au comptant, comme ils subissent de plein fouet la fermeture des hôpitaux, des

écoles, des bureaux de poste. La recherche du profit capitaliste est toujours contraire à l'intérêt général mais, dans le cas de services publics, elle sectionne des nerfs et des artères indispensables à la vie sociale et à l'existence quotidienne des classes populaires.

NE PAS TOMBER DANS LE PIÈGE DE LA DIVISION

Ce plan de mise en concurrence et de privatisation a bien sûr comme cible les cheminots.

Ainsi la Cour des comptes, dont le rôle est de traquer le moindre euro d'argent public qui échappe encore au patronat, indique dans un récent rapport que, dans le fret ouvert à la concurrence depuis 2006, « le surcoût lié à l'organisation du temps de travail pour Fret SNCF par rapport à un opérateur ferroviaire privé est d'environ + 20 %, voire + 30 % ». Peu lui importe que ces chiffres soient bidons et que l'ouverture à la concurrence du fret, loin des miracles attendus, a surtout fait plonger le transport ferroviaire de marchandises, aujourd'hui divisé par deux. L'objectif est donc d'allonger les journées de travail, diminuer

les repos, sans considération pour la santé et la sécurité des cheminots, afin d'augmenter les profits.

D'ores et déjà, partout à la SNCF, la direction se sert de la menace de la concurrence pour faire accepter une intensification du travail, une renonciation aux protections élémentaires en matière de repos et d'amplitude de travail, chèrement acquises par des luttes ou à la suite d'accidents ferroviaires. Partout le même refrain patronal se répand : « Si on n'est pas compétitif on perdra le marché ».

Il s'agit d'une manœuvre grossière. La SNCF, loin d'être victime de cette mise en concurrence, en est un des principaux artisans. Elle-même, dont l'ambition est de devenir un des principaux groupes capitalistes des transports à l'échelle mondiale, joue le rôle de prédateur faisant main basse sur des concessions de services publics sur les cinq continents, via ses nombreuses filiales. En France même, elle vient par exemple de confier à Transkeo, une de ses filiales de droit privé créée pour l'occasion, l'exploitation de la nouvelle ligne francilienne de tram-train entre Épinay-sur-Seine et Le Bourget avec des conditions sociales au rabais, dérogeant ainsi à sa propre réglementation du travail.

L'objectif des dirigeants de la SNCF n'est certainement pas de sauver leur entreprise et encore moins les emplois !

En réponse, il est vital que les cheminots ne tombent pas dans le piège de la concurrence entre travailleurs. Déjà aujourd'hui dans les gares, les ateliers ou sur la voie, de nombreux travailleurs ne sont pas salariés SNCF. En effet celle-ci a sous-traité, externalisé de multiples tâches comme le nettoyage, le gardiennage ou l'en-

retien. Et ces travailleurs-là changent bien souvent d'exploiteur au gré des appels d'offres.

C'est précisément le sort que la bourgeoisie promet aux travailleurs de la SNCF, dans un avenir proche.

Il faut d'autant plus combattre tous les discours corporatistes ou de défense de l'entreprise rabâchés par les dirigeants de la SNCF. Tout ce qui fait croire à une communauté d'intérêt avec les patrons est toujours un poison pour les travailleurs.

Les communistes révolutionnaires ont toujours pris soin, dans leur activité et leur propagande, de s'adresser, sans distinction, à tous les travailleurs des sites ferroviaires, quels que soient leur entreprise, leur statut ou leur métier, et de défendre leurs intérêts communs. Ce sera d'autant plus nécessaire dans la période à venir. Les adversaires, ce ne sont jamais d'autres travailleurs, mais les banquiers et les patrons.

Ce que les cheminots doivent défendre, ce n'est pas la SNCF, mais leurs revendications de classe, à commencer par la garantie pour tous les travailleurs du rail d'un emploi, d'un sa-

laire et de conditions de travail dignes de ce nom et cela, quels que soient les patrons, publics ou privés, qu'ils auront face à eux.

Face à l'offensive patronale, les luttes surgiront inévitablement. Il ne faut pas qu'elles soient détournées de leur terrain de classe. Il faudra au contraire défendre des revendications unificatrices, non seulement à l'échelle de la SNCF mais aussi de l'ensemble des travailleurs du rail et d'ailleurs.

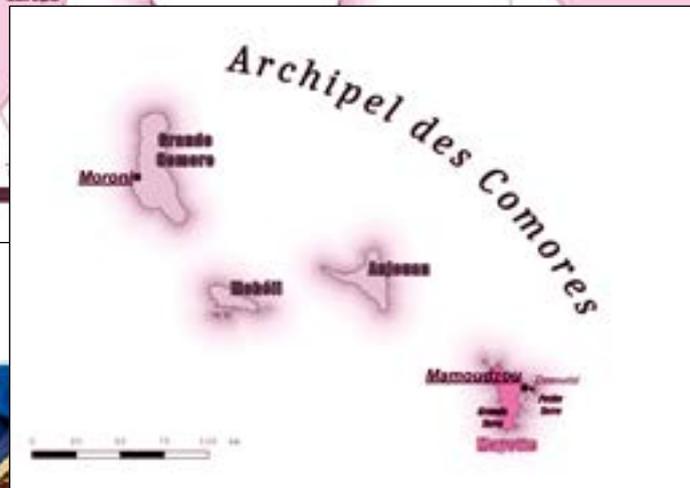
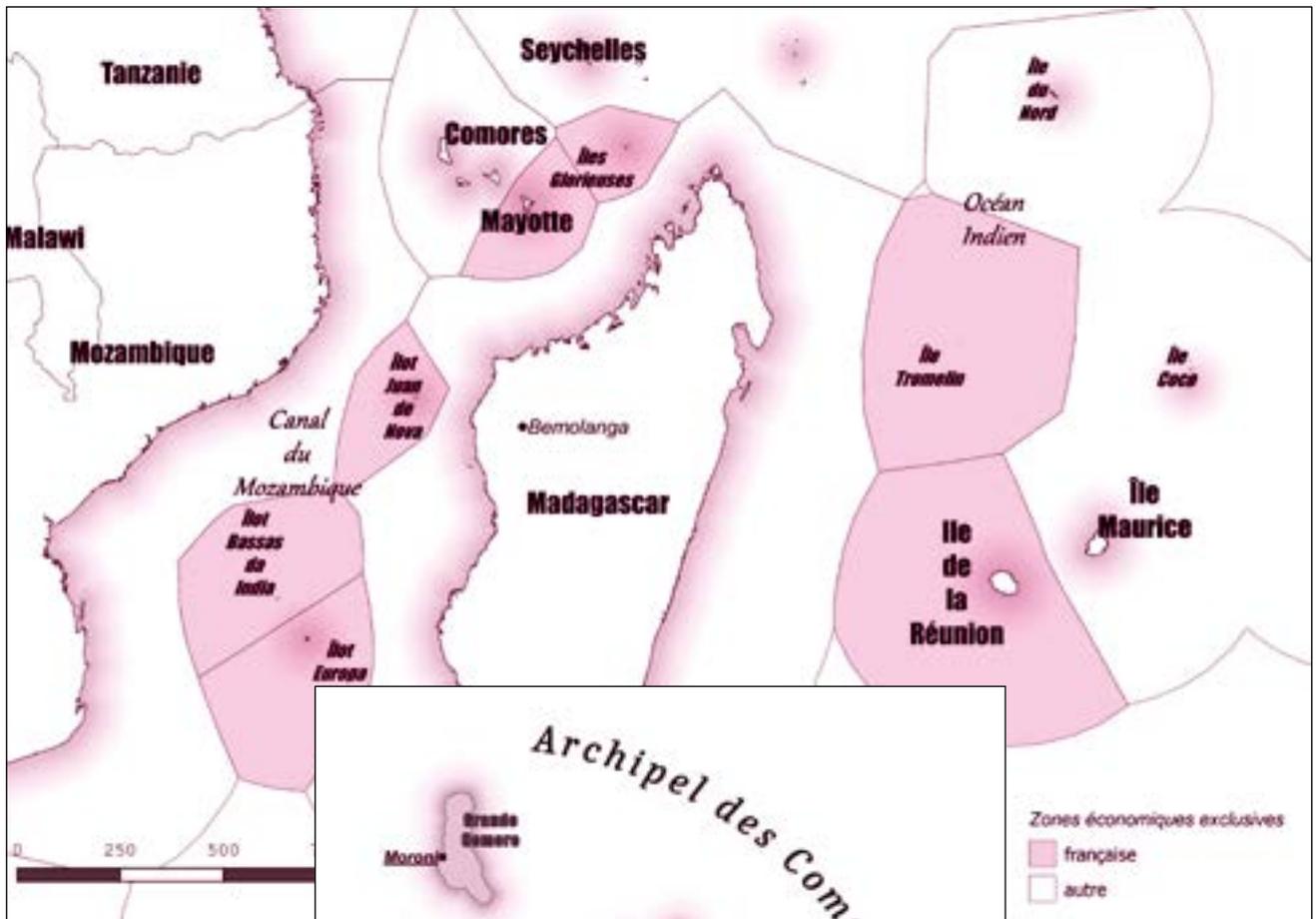
Le chemin de fer, jadis symbole de la révolution industrielle, croule aujourd'hui sous le poids insupportable du capital financier toujours plus affamé, toujours plus parasitaire et qui s'apprête à dévorer la branche ferroviaire.

Les travailleurs n'ont pas à avoir de nostalgie pour une SNCF passée aux yeux des maquignons capitalistes du statut de vache à lait à celui de vache à viande. Seule la candidature des travailleurs à la direction de l'économie, par l'expropriation des capitalistes, dans le transport comme ailleurs, pourra mettre fin à la déliquescence générale de la société.

15 octobre 2017



Un mois après l'ouverture de leur ligne, les cheminots de Transkeo (filiale SNCF) manifestaient le 3 août dernier au Bourget pour dénoncer leurs conditions de travail.



Manifestation pour l'égalité à Mayotte.



La départementalisation de Mayotte et les manœuvres françaises au large de Madagascar

Le 31 mars 2011, deux ans après un référendum de pure forme en 2009, Mayotte est devenue le cent unième et dernier département français, un département situé à 8 000 kilomètres de sa capitale. Bien sûr Sarkozy, alors au pouvoir, prétendit que ce processus de départementalisation répondait à la demande, «vieille de 50 ans», des Mahorais. D'autres, avec un certain esprit néocolonial, y virent l'œuvre de «la mission civilisatrice de la France». En fait, cette transformation marquait surtout la volonté de l'impérialisme français de s'ancrer un peu plus dans cette région, qu'il a longtemps dominée sans partage, pour continuer à y peser alors que la concurrence et les enjeux y croissent en permanence.

Avec sa départementalisation, Mayotte a rejoint la Martinique, la Guadeloupe, la Guyane et La Réunion au sein du club très fermé des DROM, les départements et régions d'outre-mer, un statut qui a avant tout la particularité de satisfaire les revendications de la petite bourgeoisie locale : qui dit département dit plus de pouvoir, plus de budget à gérer, plus de postes à distribuer. L'ancrage que cherche l'impérialisme passe ainsi par le renforcement du lien entre cette petite bourgeoisie locale et l'État au travers de cette manne financière que peut représenter la transformation administrative en département d'outre-mer. Pour les couches populaires, il en va autrement. Dans ces DROM, où les lois de la métropole sont censées s'appliquer, le seul fait que Hollande ait fait voter en 2017 une loi dite de l'égalité réelle, promettant à ces départements, pour la plupart déjà vieux de soixante-cinq ans, la convergence avec la métropole d'ici vingt-cinq ans, en dit long sur ce sujet !

LE LIEN AVEC LA FRANCE : ENTRE PROBLÈMES POLITIQUES ET EAUX TERRITORIALES

Mayotte est un petit territoire constitué d'îles et d'îlots, faisant partie de l'archipel des Comores, lui-même positionné à peu près à égale distance, environ 300 kilomètres, du Mozambique et de Madagascar, au nord de ce qu'on appelle le canal du Mozambique sur la côte sud-est de l'Afrique. La surface émergée des îles qui constituent Mayotte est de 375 km², les plus grandes étant Grande-Terre (39 kilomètres sur 22, 95 % de la surface totale) et Petite-Terre (11 km²). Une des particularités de Mayotte est que sur ces petites îles habitent aujourd'hui 235 000 personnes, ce qui constitue l'une des plus grandes densités de population au monde, six fois plus élevée qu'en métropole par exemple, et le territoire d'outre-mer sous domination française le plus peuplé. Il y a trente ans, en 1997, 137 000 personnes habitaient sur les îles et des démographes prédisent le double-

ment de la population actuelle d'ici 2050. La misère y est certes bien moindre qu'aux Comores voisines, mais bien marquée : le PIB par Mahorais est entre deux et trois fois inférieur à celui de La Réunion, lui-même étant près de deux fois inférieur à celui de la métropole. Depuis le rattachement de Mayotte à la France, les conditions de vie des classes pauvres restent très difficiles : le chômage touche plus de 50 % de la population active ; la non-maîtrise de l'écrit est de 35 % chez les hommes et de 40 % chez les femmes ; la grande majorité de la population vit dans des bidonvilles. Elle pratique l'agriculture vivrière et peine pour se procurer les produits d'importation de consommation courante.

Si l'impérialisme français tient tant à Mayotte, ce n'est pas pour l'intérêt économique que représente Mayotte en elle-même. Celui-ci est très faible. Le sous-sol ne renferme rien qui puisse expliquer le regain d'intérêt de la France pour ce petit territoire à l'autre bout de la planète. Certes, le développement démographique de Mayotte présente un certain

marché pour les capitalistes qui peuvent y écouler leurs marchandises mais aussi y placer leurs capitaux, construire les infrastructures commandées par l'État. Ainsi l'île importe quarante fois plus qu'elle n'exporte. Mais globalement, ce marché de 235 000 consommateurs parmi les plus pauvres reste marginal et n'explique pas la départementalisation ni l'effort financier de l'État français à destination de Mayotte. Le budget de ces îles est fourni en quasi-totalité par l'État français même si, depuis peu, l'Europe finance aussi Mayotte au nom de son récent statut de région ultrapériphérique (RUP) obtenu avec la départementalisation. Du point de vue purement comptable, la Cour des comptes a estimé début 2016 le surcoût de la départementalisation de Mayotte à plus de 30 %, 200 millions d'euros supplémentaires par an. Et elle pronostiquait des « dérapages » supplémentaires du même ordre.

Alors, si la départementalisation présente un coût budgétaire, l'État français entend le limiter au maximum, en ne concédant aux couches populaires que ce qu'elles arrachent par leurs luttes. Mais si l'État tolère malgré tout un tel coût, ce n'est certainement pas au nom de la « mission civilisatrice de la France universelle » comme certains ont pu l'écrire, ni parce que « ce sont les populations d'outre-mer qui veulent rester françaises ». Ce n'est pas non plus simplement pour satisfaire quelques intérêts capitalistes qui, bien sûr, savent se servir au passage et profiter des opportunités locales. Avec La Réunion, Mayotte forme en fait une base avancée au sud de l'océan Indien. En s'appuyant sur ces îles, et notamment sur Mayotte tenue plus fermement encore à l'entrée du canal du Mozambique, la France, bien que devenue depuis longtemps un impérialisme de second

rang, entend rester un acteur incontournable des règlements des affaires de cette région du monde.

Certes, cette volonté n'est pas nouvelle. Mais les moyens d'y parvenir ont changé. Pendant plus de vingt ans, entre 1975, date de la sécession de Mayotte des Comores devenues indépendantes, et le milieu des années 1990, l'État français a fait la sourde oreille aux revendications de départementalisation mises en avant par la petite bourgeoisie mahoraise. Ce n'est qu'à partir du milieu des années 1990, sous Balladur, qu'il a décidé de changer de politique et s'est orienté vers la départementalisation, une politique assumée et poursuivie par tous les gouvernements suivants quelle que soit leur couleur. En 2001, sous Jospin, le gouvernement a accéléré la manœuvre en décidant l'application progressive du droit commun à Mayotte, préalable à la départementalisation. En 2004, sous Chirac, Mayotte a été dotée d'une administration décentralisée et c'est finalement sous Sarkozy, en 2009, qu'au travers d'un référendum de pure forme la départementalisation est officiellement décidée pour 2011.

LA «MAYOTTISATION», OU COMMENT DIVISER POUR S'APPROPRIER

En 1975, quand les Comores prirent officiellement leur indépendance, l'impérialisme français avait déjà pris quelques assurances pour détacher Mayotte de l'archipel. L'archipel des Comores se compose de quatre îles principales. Anjouan est la plus proche de Mayotte, à 70 kilomètres, d'où elle peut être visible selon le temps et l'heure. À quelques dizaines de kilomètres d'Anjouan se trouve Mohéli, la plus petite des quatre, et un peu plus loin encore Grande Comore,

avec la capitale actuelle des Comores, Moroni. L'impérialisme français a toujours cultivé la division entre Mayotte et les trois autres îles. D'abord en faisant de Mayotte un territoire privilégié, une colonie, là où il a amené de la fin du 19^e siècle aux années 1960 argent, emplois, administration, au détriment des trois autres îles qui n'étaient que des protectorats sous la direction du gouverneur de Mayotte. Mayotte avait ainsi tout le pouvoir économique et politique. En 1961, en pleine vague de décolonisation (Madagascar devient indépendante en 1960), l'État français concéda à la petite bourgeoisie des Comores une large autonomie interne pour préparer l'indépendance. En parallèle, Paris préparait les esprits des Mahorais à la sécession. En 1966, la capitale administrative de l'archipel fut transférée de Dzaoudzi (Petite-Terre, Mayotte) à Moroni (Grande Comore). Du jour au lendemain, ce fut le marasme à Mayotte. Les emplois liés à l'administration (la moitié des emplois) partirent de l'île, il y eut pénurie dans les magasins, à l'hôpital... Et les Mahorais eurent à faire face à l'arrogance des nouveaux fonctionnaires, après des dizaines d'années de traitement inverse. Rien n'avait été fait pour compenser le transfert de la capitale à Moroni, ce qui donnait un avant-goût de ce qui attendait les Mahorais au sein des Comores indépendantes. Cette politique fut couronnée par la sélection par Paris de Ahmed Abdallah, riche commerçant d'Anjouan connu comme hostile aux Mahorais, comme futur dirigeant des Comores. Paris, qui s'appuyait par ailleurs sur des réseaux d'extrême droite organisant dans l'île la lutte pour « Mayotte française » contre les indépendantistes locaux, renforçait ainsi chez les Mahorais la volonté de ne pas suivre les trois autres îles dans l'indépendance. En 1972, à la

veille du référendum décidant de l'indépendance, Pierre Messmer, secrétaire d'État aux DOM-TOM de Pompidou, assurait aux leaders mahorais : « *Mayotte, française depuis 130 ans, peut le rester autant d'années si elle le désire.* » Le référendum de 1974 avait ainsi prévu de consulter « les populations comoriennes » et non « la population comorienne ». Les résultats furent sans surprise : 94 % des électeurs des quatre îles votèrent pour l'indépendance. Cependant, alors que 99 % des Grands Comoriens, des Anjouanais et des Mohéliens votèrent pour l'indépendance, à Mayotte 8 091 électeurs (65 %) votèrent contre. L'impérialisme français aurait pu laisser Mayotte au sein des Comores et se contenter d'y intervenir en sous-main, comme il l'a si souvent fait en Afrique pour faire et défaire les pouvoirs locaux en fonction de ses intérêts. Mais le résultat électoral, qu'il avait habilement préparé, lui permit en fait de jouer sur les deux tableaux. En 1975, en même temps qu'il reconnaissait l'indépendance des Comores – on verra ce qu'il en fera – l'État français organisa, en opposition avec tous les organismes internationaux, un deuxième référendum île par île lui permettant de justifier la séparation de Mayotte des trois autres îles. Les indépendantistes locaux ayant fui ou ayant été physiquement réduits au silence, les Mahorais votèrent à 98,8 % pour rester dans la République française. Mais alors que les anti-indépendantistes revendiquaient le statut de département, une promesse qu'ils avaient faite aux Mahorais pour qu'ils les suivent dans leur combat, l'État français n'y était pas disposé. Il leur imposa un statut de collectivité territoriale, donnant surtout au préfet des pouvoirs élargis, et fit languir la petite bourgeoisie et les politiciens mahorais pendant trente-cinq ans.

LES BARBOUZES À L'ŒUVRE AUX COMORES

L'histoire de la présence française dans la région est pour les vingt années qui suivirent intimement liée à celle des Comores. À propos de Mayotte, les Comores n'ont officiellement pas abdicué. Chaque année, de 1976 à 1994, les Comores ont revendiqué à l'ONU le retour de Mayotte dans l'ensemble comorien, en se basant sur les textes internationaux reconnaissant comme intangibles les frontières issues de la colonisation. Chaque année, l'Assemblée générale de l'ONU a condamné la France, affirmant « illégale » la sécession au regard de ces textes et considérant Mayotte comme un territoire comorien occupé par une puissance étrangère. Tout cela n'a fait bien sûr ni chaud ni froid à l'impérialisme français. Cela ne l'a pas non plus empêché d'intervenir au nom de cette même loi internationale quand ses intérêts étaient en jeu.

Mais si les Comores ont protesté pendant près de vingt ans contre l'occupation de Mayotte, c'était de pure forme. Pendant ces mêmes vingt années, l'archipel a surtout été le terrain de jeu des barbouzes et des diplomates français, paralysant toute possibilité pour les Comores de remettre en cause la séparation de Mayotte. Il serait trop long de raconter ici toute cette histoire. Qu'on se souvienne simplement que depuis 1975 les Comoriens ont dû subir vingt-trois coups d'État ou tentatives de coup d'État. Quatre présidents en exercice ont été assassinés, deux ont été déportés ou exfiltrés. En 1978, le Français Bob Denard et ses mercenaires renversèrent le régime en place. Pendant onze ans, jusqu'à l'assassinat du président en exercice et leur exfiltration par les services français en 1989, ils accomplirent la sale besogne de la Françafrique,

réprimant les opposants, éliminant les leaders politiques, contrôlant les secteurs clés de l'État et de l'économie, n'oubliant pas de se servir au passage. Ainsi, pendant plus de vingt ans, avec Denard mais aussi avec les barbouzes qui prirent sa relève au début des années 1990, l'impérialisme français n'eut rien à craindre pour sa position dans la région.

LA ROUTE DE LA DÉPARTEMENTALISATION, PAVÉE DE CADAVRES COMORIENS

Le temps des barbouzes, de moins en moins assumé par les différents gouvernements, arrivait donc sur sa fin. L'impérialisme français ne pouvait plus compter directement que sur Mayotte et sur La Réunion comme bases avancées dans cette partie du monde, dans un contexte politique international modifié par un regain d'interventions américaines et par la montée de puissances régionales (Iran, Afrique du Sud...). L'impérialisme décida dans ces conditions qu'il fallait renforcer les liens avec l'île, afin à la fois de prévenir toute velléité d'indépendance et de dissuader toute prétention étrangère. Le renforcement des structures militaires servit à cela. Ainsi depuis 2000, Mayotte abrite le centre français d'écoute militaire pour l'océan Indien, un centre qui serait un moyen d'espionnage des télécommunications. Mayotte abrite également une base navale et un régiment de la Légion qui surveillent le trafic maritime dans le canal, l'activité sur les autres îlots et qui permettent d'afficher les prétentions françaises dans la région. Ainsi, les 1 600 militaires des forces françaises basés autour de Mayotte et de La Réunion assurent, selon le ministère de la Défense, des « missions de souveraineté », protégeant les « intérêts

français» dans la zone et participent aux activités de «coopération» régionale, notamment des exercices militaires avec les États voisins...

La départementalisation traduit aussi ce renforcement des liens avec Mayotte. La préparation de cette départementalisation peut se voir dans l'instauration par Balladur en 1995 d'un visa pour les Comoriens voulant venir à Mayotte. Jusque-là les Comoriens et les Mahorais, qui avaient eu une vie commune pendant près d'un siècle, pouvaient aller et venir librement, visiter les membres de leur famille disséminés sur les quatre îles. Avec le visa, le gouvernement français a voulu couper dans tout cela pour construire une véritable frontière entre les îles. Il s'agissait de montrer à tous que Mayotte était la France mais aussi d'identifier qui était «français» et qui était comorien des Comores, et de réduire les possibilités d'immigration des Comoriens des Comores fuyant la misère. Pour cela, l'État français a multiplié les moyens, suréquipé la Police aux frontières, installé des radars surperformants. Cela a contraint les Comoriens fuyant la misère à prendre toujours plus de risques sur des embarcations de fortune, les *kwassa kwassa*. En vingt ans, entre 2000 et 10000 Comoriens sont morts noyés sur les 70 kilomètres qui séparent Anjouan de Mayotte, dans une indifférence générale. À Mayotte, 40% de la population serait étrangère, en

grande majorité des Comoriens en situation dite irrégulière, utilisés par des patrons mahorais et «mzungu» (Blancs en mahorais) qui, au moment de les payer, les dénoncent à la Police aux frontières pour les faire expulser. Depuis plus de dix ans, les autorités françaises ont ainsi déclenché une véritable chasse à l'homme pour expulser les Comoriens par milliers, 18000 expulsions pour la seule année 2015 par exemple, faisant régner un véritable climat de terreur anticomorien, un climat dénoncé par de nombreuses associations. Depuis le 19^e siècle, indépendants ou pas, les Comoriens n'ont pas arrêté de payer, cher, la domination de l'impérialisme français.

MADAGASCAR SOUS INFLUENCE

Situé entre Mayotte et La Réunion, Madagascar est l'objet de toutes les attentions de l'impérialisme français. Madagascar a obtenu son indépendance en 1960. Mais ses richesses sont innombrables et les liens qui relient ce pays dont les habitants sont parmi les plus pauvres de la planète à l'État français en font un partenaire, ou une cible, privilégié. Pétrole, bois précieux, diamants, or, nickel, cobalt, pierres précieuses, le sous-sol regorge de richesses, exploitées par de nombreuses entreprises occidentales, au premier rang desquelles les trusts français comme Total et Bolloré. Pour les couches popu-

lares malgaches, malgré, ou plutôt à cause de ces richesses, c'est la misère et régulièrement la famine qui règnent.

En 2002 est arrivé au pouvoir un bourgeois malgache, Ravalomanana, qui pensait que les liens privilégiés avec l'impérialisme français constituaient un handicap au développement de son île. Ainsi les États-Unis furent les premiers à reconnaître l'élection, controversée, de Ravalomanana. La France mit cinq mois. Il faut dire que Ravalomanana avait les faveurs de Bush. À la place du bilatéralisme franco-malgache historique et exclusif, Ravalomanana était allé chercher auprès des États-Unis, du Canada, du Japon et de la Chine ce qu'il ne trouvait pas auprès de la France. Dès les premiers mois, les intérêts français furent mis à mal. Le groupe Bolloré fut par exemple écarté de l'appel d'offres pour la gestion du nouveau port et il fallut une très forte pression de l'État français pour que Total obtienne malgré tout une licence permettant d'exploiter le pétrole de Bemalonga. Alors bien sûr, les 700 entreprises à capitaux français recensées à Madagascar furent loin d'être balayées sous la présidence Ravalomanana. Les anciennes structures coloniales (Henri Fraise Fils), les multinationales (Orange, Colas, Total, etc.) ont elles aussi profité de l'injection massive de crédits internationaux. Mais l'ambiance avait changé, le gouvernement malgache regardait dans d'autres directions et cherchait d'autres interlocuteurs. Aussi quand Ravalomanana fut écarté du pouvoir par un coup d'État en mars 2009 (au moment même où Sarkozy organisait le référendum de Mayotte), tout le monde y vit la main de la France. Le bénéficiaire de ce que les diplomates ont appelé le French Coup fut Rajoelina, ami de Patrick Leleup, homme d'affaires franco-malgache bien connu, lui-



Interception d'un kwassa kwassa par la police française.

même proche de Robert Bourgi et des hautes sphères de l'appareil d'État français.

UNE ODEUR DE PÉTROLE

Par le canal du Mozambique transitent, et peuvent donc être contrôlés, les deux tiers du pétrole exporté du Moyen-Orient. Mais depuis les années 1990, c'est du canal du Mozambique lui-même que se dégage une odeur de pétrole de plus en plus prégnante, une odeur qui est pour certains la clé essentielle de la crise malgache de 2009. L'État français ne possède pas simplement Mayotte et La Réunion dans cette partie de l'océan Indien. Au moment de l'indépendance de Madagascar en 1960, un décret français a pris la précaution de détacher de Madagascar l'île Tromelin, à l'est de Madagascar, l'archipel des Glorieuses, au nord-est de Mayotte, et ce qu'on appelle les îles Éparses, les îlots de Juan de Nova, Europa et Bassas de India, situés en plein milieu du canal de Mozambique, au sud de Mayotte et sur lesquels veillent les troupes basées à Mayotte. En conservant ces bouts de terre déserts, il s'agissait d'abord pour l'impérialisme français de conserver des intérêts dans la région et un œil, donc un moyen de pression, sur le trafic du canal. De plus, les eaux territoriales revendiquées par la France grâce à ces îlots représentant la moitié de la surface du canal de Mozambique, cela pouvait toujours servir. Pendant des années, Madagascar n'a pas contesté la mainmise française sur ces îlots qui, selon les règles internationales, devaient pourtant lui revenir. Il a fallu attendre 1979 pour que les Nations unies ordonnent à la France de rendre les îles Éparses à Madagascar. Sans suite bien sûr. Et il a fallu attendre 2006 pour qu'un président malgache, Ravalomanana en l'occurrence, ose

défendre le retour de ces îlots à Madagascar, une position réaffirmée par l'État malgache jusqu'en 2008, jusqu'à la chute de ce président.

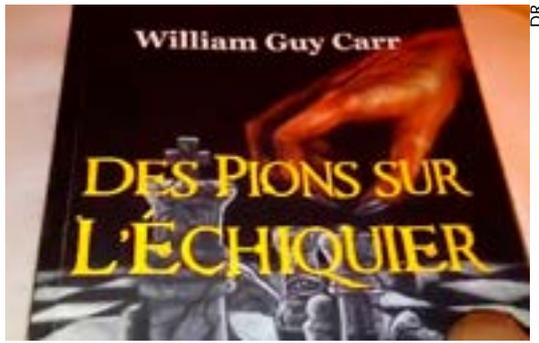
Or depuis la fin des années 1990, le pétrole et le gaz coulent dans la région, d'abord à l'entrée nord du canal du Mozambique, à l'ouest des Comores, avec la prospection du bassin de Rovuma sur la côte du Mozambique, puis sur la côte malgache (Bemalonga). Depuis le début des années 2000, les recherches se sont dirigées vers le centre du canal, exactement autour de l'îlot Juan de Nova (6 kilomètres par 1,7 kilomètre, abritant un détachement militaire français et une piste d'aérodrome). Les premiers permis de prospection ont été délivrés par l'État français en 2005. Plusieurs études ont évalué les réserves potentielles autour des îles Éparses entre 6 et 12 milliards de barils de pétrole et entre 3 et 5 milliards de mètres cubes de gaz, l'équivalent de celles de la mer du Nord. Ces barils et ces mètres cubes restent à confirmer mais leur seule éventualité a dû peser dans la décision de l'impérialisme français de renforcer sa présence dans la région.

En 2010, Alain Juppé, ministre des Affaires étrangères, discutait ainsi des avantages d'un accord de coopération avec l'île Maurice à propos de Tromelin (1,7 kilomètre par 700 mètres, une station météorologique et une piste d'aérodrome, des ressources pour la pêche dans les eaux territoriales), revendiqué depuis 1976 par l'île Maurice voisine. Il affirmait ainsi : « *Il ne saurait être question que la France renonce à la souveraineté sur Tromelin, non seulement sur le principe mais parce que cela pourrait avoir un impact sur les autres différends relatifs à des possessions françaises d'outre-mer, en particulier celui avec Madagascar à propos des îles*

Éparses situées dans le canal du Mozambique [...] [L'accord avec l'île Maurice en préparation] permet d'apaiser un pan irritant d'une relation franco-mauricienne par ailleurs excellente et pourrait ouvrir la voie à des accords similaires avec Madagascar sur les îles Éparses du canal du Mozambique. » L'enjeu de ces accords – s'ils aboutissent : celui sur Tromelin a, cette année, une fois de plus été renvoyé aux calendes grecques sous la pression du Medef, qui raisonne à plus court terme – est bien de conforter la possession française sur ces territoires contestés et de contrôler les richesses qu'elles contiennent.

Au cours du 20^e siècle, l'impérialisme français est devenu un impérialisme de second rang, à la mesure de ce que sont les trusts et les banques de la bourgeoisie française. Mais les quelques territoires qui restent à la bourgeoisie française lui servent de points d'appui pour maintenir son rang et ses positions. Cela compense justement sa relative faiblesse sur le plan économique, notamment par rapport aux États-Unis. À cette raison « de principe », comme le disait Juppé, il faut ajouter que chacun de ces territoires disséminés sur trois océans est entouré de vastes eaux territoriales regorgeant de potentielles richesses. Cela constitue la « zone économique exclusive » la plus grande au monde après celle des États-Unis, ce dont se vantent tous les ministres de l'Outre-mer qui se succèdent au poste. La bourgeoisie française n'est donc pas prête à céder le moindre centimètre carré des territoires qu'elle possède encore outre-mer. À l'image du processus de départementalisation de Mayotte, elle cherche à y consolider sa présence pour renforcer son influence sur des zones où la concurrence entre trusts et entre impérialistes est de plus en plus en forte.

25 octobre 2017



Complotisme: des théories toujours réactionnaires

Les diverses et nombreuses « théories du complot » suscitent un certain intérêt dans les milieux populaires depuis des années. Ce phénomène pollue doublement les discussions politiques, tous les militants révolutionnaires l'ont constaté à un moment ou un autre. D'abord parce qu'il est de moins en moins rare, lorsque l'on discute politique avec des travailleurs ou des jeunes, qu'ils reprennent à leur compte des théories complotistes. Mais aussi, à l'inverse, parce que le complotisme est tellement commun aujourd'hui que, lorsque l'on défend l'idée que la société est gouvernée dans l'intérêt du grand capital, il arrive que l'on se fasse, à notre tour... traiter de complotistes.

Il ne s'agit pas pour nous, ici, de tenter de démonter les thèses complotistes ou conspirationnistes, qui sont par nature aussi impossibles à prouver qu'à réfuter. Mais de discuter du fait que ces thèses ne sont pas politiquement neutres: elles émanent toujours des franges les plus réactionnaires de la société et, au lieu de pousser leurs partisans à se battre contre l'ordre social, elles incitent au contraire à la résignation.

*

Il n'y a pas une théorie du complot, mais d'innombrables. Toutes sont appuyées sur une idée commune: tout le monde est manipulé. « *On vous trompe, on vous ment!* », proclame la bannière d'un site Internet conspirationniste. Derrière cette affirmation difficilement contestable – encore faut-il savoir qui est le « on » – l'axe commun est que, derrière le fonctionnement apparent du monde, derrière les informations distillées par les médias et les gouvernements, se trouverait un « groupe » qui tire toutes les ficelles et manipule l'opinion. Selon les théories, ce « groupe » sera les financiers,

les Illuminati, les services secrets américains, les Juifs, les extraterrestres, les suppôts de Satan, voire tout cela à la fois.

Ces rebuts d'idées existent depuis des siècles: faire porter aux Juifs la responsabilité d'une épidémie de peste était courant au Moyen Âge, et les théories d'un « complot juif » ont essaimé durant tout le XIX^e et le XX^e siècle. Ce qu'il y a de nouveau aujourd'hui, c'est que les théories les plus fantaisistes trouvent rapidement, grâce à Internet, aux réseaux sociaux et aux moyens techniques modernes, un écho infiniment plus important qu'auparavant. Internet leur permet de circuler partout dans le monde: il existe des milliers de sites conspirationnistes, et le nombre de « vues » des vidéos et autres conférences prônant une théorie du complot donne parfois le vertige.

On assiste par exemple à une recrudescence de ces théories depuis 2001 et l'attentat du 11 septembre à New York. On ne compte plus les sites, articles, livres qui prétendent que l'attentat n'en était pas un mais une manipulation des services

secrets américains, qu'« il n'y avait aucun Juif dans les tours jumelles » parce que ceux-ci en seraient les organisateurs et auraient été prévenus, qu'aucun avion ne s'est écrasé sur le Pentagone, etc. Après les attentats de 2015 en France, le même phénomène a été observé – notamment pour expliquer que ces attentats n'avaient pas été commis par des djihadistes mais par les services secrets français, ou israéliens, ou les deux.

Les moyens informatiques modernes, qui mettent à la portée de n'importe qui des outils de retouche d'image très performants, permettent de truquer une photo avec une extrême facilité. Résultat: la Toile est littéralement inondée de milliers de clichés et de vidéos « prouvant », pêle-mêle, l'implication des Juifs dans les attentats contre *Charlie hebdo*, le fait que l'homme n'a jamais marché sur la Lune, que la Terre est plate, qu'une grande partie du personnel politique américain est en fait constituée de « reptiliens » venus de l'espace, ou encore que la secte des Illuminati dirige le monde.

Une école complotiste assez répandue explique que les traînées de condensation laissées dans le ciel par les avions sont en fait des « chemtrails », c'est-à-dire de l'épandage de gaz visant, selon les élucubrations, à accélérer ou ralentir le réchauffement climatique, à stériliser artificiellement les populations, ou encore à rendre les gens crédules aux mensonges des médias. Cet épandage étant, naturellement, organisé par l'armée américaine en collaboration avec les grands industriels de la chimie. Sur twitter, le mot-clé #chemtrails fait l'objet d'une trentaine de messages à chaque heure.

Tout récemment, il s'est trouvé sur Internet de nombreux sites pour relayer que l'ouragan Irma qui a ravagé les Antilles du Nord a été provoqué par une agence secrète américaine.

Et la liste est interminable.

CAPITALISME ET SECRET

C'est tout d'abord l'organisation de la société capitaliste elle-même qui est à l'origine du succès de ces théories. Tout simplement parce que le monde dans lequel nous vivons est, au premier regard, incompréhensible et insupportable. La misère, la famine, les épidémies, les guerres, les attentats, les dérèglements climatiques, sont autant de drames que beaucoup regardent avec horreur et révolte – et avec la volonté de chercher des explications. Et le décalage flagrant entre le discours officiel des dirigeants de ce monde, qui prétendent quotidiennement œuvrer au bonheur de l'humanité, et la réalité sociale, ne peut qu'alimenter la méfiance de tous ceux qui réfléchissent un tant soit peu, notamment chez les plus jeunes.

En outre, le relatif succès de ces théories tient en partie au fait qu'elles contiennent au moins une once de vérité :

l'essentiel de la gestion et de l'organisation de la société capitaliste se fait en effet dans l'ombre, dans le secret, loin des projecteurs et loin des rouages habituels de la démocratie – là où elle existe dans le monde. Une société aussi injuste, aussi cynique, aussi révoltante que le capitalisme ne pourrait pas exister si ses dirigeants n'agissaient pas dans l'ombre et sans exposer publiquement les tenants et les aboutissants de leurs actes.

La façon dont les capitalistes et leurs États gèrent la société constitue donc un terreau nourricier pour les thèses complotistes les plus farfelues.

D'ailleurs, critiquer le complotisme ne signifie évidemment pas prétendre que les complots n'existent pas. Des

complots, c'est-à-dire des plans secrets concoctés par un groupe plus ou moins occulte pour parvenir à un but, il y en a eu depuis que les sociétés existent, depuis celui qui aboutit à l'assassinat de Jules César, à Rome, en 44 avant notre ère, jusqu'aux agissements ignobles de l'impérialisme français au Rwanda ou aux mensonges de l'impérialisme américain pour justifier ses sales guerres en Irak. L'économie comme la diplomatie, sous le capitalisme, sont tout entières placées sous le sceau du secret, et il faut souvent attendre des années ou des décennies pour voir apparaître la vérité sur des épisodes historiques passés. Ce n'est pas pour rien que Trotsky, lorsqu'il fut nommé en octobre 1917 commissaire du peuple aux Affaires étrangères, pen-



En 2003, Colin Powell, alors secrétaire d'État américain, brandit une prétendue dose d'anthrax à la tribune de l'Onu, pour convaincre le monde que l'Irak possède des armes chimiques.

sait que sa tâche consisterait à « publier les traités secrets et fermer la boutique ». Ou que les révolutionnaires communistes mettent au premier rang de leurs objectifs de combat la suppression du secret des affaires.

La prééminence, la nécessité même du secret dans la gestion des affaires courantes du capitalisme alimentent forcément tous les fantasmes, et le complotisme apparaît comme une mauvaise réponse à des questions finalement assez légitimes et naturelles. Mauvaise réponse parce que, dans une période marquée par le recul profond des idées progressistes et révolutionnaires, les « explications » les plus facilement acceptées seront forcément les plus réactionnaires.

DES THÉORIES TOUJOURS RÉACTIONNAIRES

Il ne faut pas s'y tromper en effet : les différentes moutures de complotisme ne sont pas une simple péripétie risible : elles sont un symptôme – un symptôme de plus – de la progression des idées réactionnaires.

Car derrière les théories complotistes, les idées d'extrême droite et le fondamentalisme religieux ne sont jamais très loin.

C'est évident pour toutes les théories tournant autour du « complot juif ». Celles-ci sont loin de reculer de nos jours – on l'a dit à propos des attentats, par exemple. Mais les nombreuses thèses complotistes qui décrivent un monde manipulé par les financiers, par exemple les théories selon lesquelles le monde est dirigé par un groupe occulte appelé groupe de Bilderberg, ne sont jamais exemptes d'antisémitisme. Dans l'esprit de ceux qui les diffusent, la finance est forcément « juive » et le monde est dirigé par les Rothschild. Ce



ARC



Les obsédés des Illuminati les voient partout, du moment qu'il y a un triangle...

sont par exemple les thèses développées par Alain Soral, qui explique à longueur de vidéos nauséuses, et avec un certain succès, que le monde est dirigé par ce qu'il appelle « la communauté organisée », euphémisme qu'il utilise parce que parler de Juifs, prétend-il, lui vaudrait des ennuis avec la justice.

Tout aussi évident est le caractère profondément réactionnaire des théories du « complot communiste » brandi par le sénateur américain Joseph McCarthy dans les années 1950, qui alimenta une répression sévère, en pleine guerre froide, contre les militants de gauche américains. Ou encore, aujourd'hui, la théorie dite de la « terre plate », qui prétend que toutes les photos de la Nasa et des autres agences spatiales sont truquées et visent à cacher que, contrairement aux autres planètes et étoiles, la Terre n'est pas ronde. C'est l'extrême droite chrétienne américaine qui est à l'origine de la diffusion de cette théorie grotesque : la « platitude » de la terre serait en effet la preuve imparable que notre planète a été directement façonnée par dieu.

Dans le cas d'autres thèses complotistes, le rapport avec les idées réactionnaires, voire d'extrême droite, est moins évident, mais pas moins avéré. C'est le cas des Illuminati. Toute une théorie s'est développée pour expliquer que cette secte, plus ou moins sataniste, régnerait sur les destinées du monde. Les combattants anti-Illuminati se font fort de démasquer tous les symboles secrets marquant la domination de la secte. Le triangle et la pyramide sont, nous explique-t-on, la signature secrète des Illuminati. Du billet de 1 dollar (sur lequel figure une pyramide) jusqu'à la pyramide du Louvre, du cône doré qui surplombe l'obélisque de la place de la Concorde jusqu'au logo de la Fema (l'agence fédérale améri-

caine qui gère les catastrophes naturelles), de la jaquette de l'album des Pink Floyd *The Dark Side of the Moon* jusqu'au logo... du Coq sportif, le triangle est partout, donc les Illuminati sont partout, affirment sans rire les conspirationnistes!

L'histoire réelle des Illuminati est éclairante. La société des Illuminati a réellement existé au XVIII^e siècle en Europe. Il s'agissait, comme les francs-maçons à l'origine, d'une des innombrables sociétés secrètes influencées par la philosophie des Lumières et les idées de la bourgeoisie révolutionnaire. L'ordre des Illuminés, fondé en 1776 par le Bavarois Adams Weishaupt, se donnait pour but, tout à fait louable, de libérer le monde « *de toutes les religions établies* ». Selon les historiens, l'ordre a compté jusqu'à 2 500 membres avant d'être interdit et dissous en 1787.

Il aurait probablement été totalement oublié si deux écrivains contre-révolutionnaires, à la toute fin du XVIII^e siècle, ne l'avaient déterré dans leurs écrits pour en faire le pseudo-organisateur occulte de la Révolution française, qu'ils haïssaient. L'Écossais John Robinson publia en 1797 *Preuves d'une conspiration contre toutes les religions perpétuée dans les rencontres secrètes des francs-maçons et des Illuminati*; tandis que le prêtre jésuite français Augustin Barruel publiait au même moment des *Mémoires pour servir l'histoire du jacobinisme*, défendant la même thèse: loin d'avoir été dissous en 1787, l'ordre des Illuminati aurait continué, dans l'ombre, de tirer les ficelles et aurait organisé la Révolution française.

Cette thèse est plus politique qu'il n'y paraît: il s'agissait de montrer que les masses pauvres qui avaient été au premier plan des événements révolution-

naires, forcément stupides et ignares, n'avaient été que des pantins manipulés, et non des citoyens ayant pris conscience de la nécessité de changer la société.

Plus frappant encore, ces thèses, tombées dans un total oubli pendant le XIX^e siècle, sont ressorties des poubelles dans les années 1920 et 1930, sous la plume de bourgeois réactionnaires terrorisés par la vague révolutionnaire qui avait suivi 1917. Par exemple, l'essayiste Edith Starr Miller, épouse d'un lord britannique, qui, après avoir publié un ouvrage de cuisine en 1918, passa aux choses sérieuses en 1933 en publiant *Occult Theocracy*, un galimatias d'idées qui allait connaître un certain succès avec l'invention de la thèse du « complot judéo-bolchevik », forcément inspiré par les francs-maçons et les Illuminati.

C'est ce livre qui a inspiré le principal « théoricien » du complot Illuminati, le britannique-canadien William Carr, auteur de *Des Pions sur l'échiquier* en 1955 et *Satan, prince de ce monde*, publié après sa mort en 1959. Carr, par ailleurs dirigeant d'une ligue anticommuniste au Canada, la Fédération nationale des chrétiens laïcs (sic), explique lui aussi que ce sont les Illuminati qui contrôlent le monde et fomentent les révoltes communistes. Il est connu pour avoir publié un faux grossier qu'il attribue à un avocat franc-maçon américain, Albert Pike (1809-1891): cette pseudo-lettre de Pike, prétendument rédigée en 1871, décrivait déjà selon Carr les projets des sociétés conspiratrices pour le XX^e siècle, dont l'organisation des révolutions communistes, du fascisme et des deux guerres mondiales, le tout ayant naturellement pour objectif d'asseoir l'autorité des Juifs sur le monde. C'est sur ce document absurde que certains conspirationnistes s'ap-

puient aujourd'hui pour expliquer que Hitler était un agent sioniste ayant organisé le génocide juif pour faciliter la création d'Israël.

Au-delà du dégoût et du mépris que suscitent ces sornettes, il faut remarquer que les théoriciens du complotisme ont tous la même vision de l'histoire: selon eux, les masses ne peuvent jamais intervenir consciemment dans les événements, elles ne le font que sous la coupe de manipulateurs occultes; et tout est écrit, tout est décidé par avance par des sociétés secrètes toutes-puissantes – ce qui rend, de fait, absolument vaines toutes tentatives de vouloir changer la société. C'est là que réside le caractère profondément réactionnaire de ces thèses, et c'est là que l'on peut dire que leur popularité actuelle est plutôt une bonne nouvelle pour les oppresseurs – les vrais – de ce monde.

DES MODES DE PENSÉE QUI SE RÉPANDENT

Certes, en Europe du moins, les thèses conspirationnistes ne sont pas – ou pas encore – clairement brandies par des partis ou des dirigeants politiques établis. Mais cela ne veut pas dire que ces idées ne se diffusent pas sous une forme ou sous une autre. L'idée d'un « complot » juif ou de la domination des banquiers juifs sur le monde, aidés par des journalistes juifs « omniprésents », est hélas fort répandue en France, dans les milieux influencés par l'islamisme comme chez les partisans du Front national. Les thèses des « antivax » (ceux qui combattent l'utilisation des vaccins) sont fort influencées par des théories complotistes selon lesquelles les laboratoires pharmaceutiques créeraient les épidémies pour ensuite vendre des vaccins.

DES THÈSES QUI NE PROPOSENT AUCUNE SOLUTION

L'adhésion aux thèses conspirationnistes est en réalité une des nombreuses formes que prennent la résignation et la démoralisation qui gangrènent le monde du travail et la jeunesse. Si l'on visite les sites conspirationnistes, on y trouve par centaines des formules du type « Ils dirigent le monde, ils ont déjà gagné! ». Selon ces thèses, les Illuminati, les Juifs, les francs-maçons ou les extraterrestres dirigent le monde et sont tout-puissants, il n'y a tout simplement rien à faire : ils sont invincibles. À quoi sert alors de se battre ? La plupart des écrits conspirationnistes, pétris d'une bouillie mystico-religieuse, incitent simplement à vivre dans le respect strict des saintes écritures de toutes obédiences pour espérer gagner le paradis. Pris parmi des centaines, un exemple sur le site conspirationniste *Le grand réveil* : « *Que faut-il faire ? Il n'y a pas de solution humaine, matérielle. Le plan de domination mondiale est trop avancé, et surtout il est dirigé par des forces surnaturelles beaucoup plus puissantes que nous. S'accrocher au monde matériel n'a aucun intérêt, vous n'en aurez pas besoin dans l'autre monde. L'essentiel est spirituel. Priez, préparez votre âme.* » Une autre variante étant la conférence, sur Internet toujours, « *Combattre les Illuminati par le Coran* ». Parmi tous les sites qui proposent des solutions pour lutter contre « le Nouvel Ordre à venir », le moins réactionnaire se tourne vers des solutions d'une platitude stupéfiante : « *Pratiquer une consommation intelligente, boycotter les marques qui utilisent des OGM, pratiquer une citoyenneté active.* » Ces quelques règles simples promettent, selon leur auteur, de « *faire reculer Lucifer* » (car Lucifer, on

s'en doute, est actionnaire des sociétés qui utilisent les OGM).

Plus sérieusement, il est évident que le relatif succès des thèses conspirationnistes est une nouvelle marque du recul des idées progressistes dans la société. Tant de jeunes, déboussolés, ne se tournent vers ces ersatz d'idées que parce que l'influence des idées socialistes et communistes, des idées du mouvement ouvrier révolutionnaire, ne fait que reculer depuis des décennies.

Car l'idée d'un monde super-organisé dans ses moindres détails par des groupes occultes, fussent-ils des financiers ou des capitalistes, est absolument contraire au fonctionnement réel de la société que les théoriciens du communisme ont mis au jour.

MILITER POUR LA CONSCIENCE

Au fond, le complotisme joue le même rôle que la religion dans cette société révoltante : donner de fausses explications, plus ou moins consolantes, et conclure qu'il vaut mieux attendre un monde meilleur que tenter de transformer celui-ci. Et ces théories ne sont d'ailleurs, quand on y réfléchit, guère plus absurdes que les idées religieuses. Penser que Barack Obama est un reptilien venu de l'espace n'est pas tellement plus grotesque qu'être convaincu que l'hostie et le vin de messe sont la transsubstantiation du corps et du sang du Christ.

Aujourd'hui, ces thèses sont certes infiniment moins répandues que les idées religieuses. Et elles sont souvent risibles. Mais ce serait une erreur de se contenter d'en sourire : il n'est pas dit qu'à l'avenir, la crise s'aggravant avec son sillage de délitement politique et moral, ces thèses ne continuent pas de creuser leur sillon avec des



Les théories du « complot juif » n'ont pas épargné la France (exposition *Le Juif et la France* à Paris, palais Berlitz, 1941).

conséquences peut-être dramatiques. La pénétration du nazisme dans de larges masses de la société allemande dans les années 1930 a été la preuve que, dans une période de crise, la thèse du « complot juif » peut conduire directement aux pogroms et aux meurtres de masse.

Face au succès des idées conspirationnistes, il n'y a pas d'autres solutions que d'y opposer la conscience politique, dont elles sont l'antithèse absolue. Il n'y a pas d'autre choix dans ce domaine que de militer, de défendre inlassablement auprès des opprimés l'idée qu'il n'est nul besoin d'être complotiste pour comprendre la société et son fonctionnement ; c'est même l'inverse : le complotisme ne fait que brouiller les cartes et détourner vers des voies sans issue l'énergie de ceux qui ont envie de se battre.

Ce dont a besoin l'humanité, ce n'est pas d'idées prétendant que le combat est perdu d'avance contre des ennemis occultes et tout-puissants, c'est de militants capables d'étudier et de comprendre le capitalisme pour le combattre. Capables d'expliquer, justement, que nos ennemis ne sont ni occultes ni tout-puissants, et qu'ils pourront être défaits un jour, lors de soulèvements révolutionnaires conscients. C'est le combat des militants communistes que nous sommes.

24 octobre 2017



DAVID KING

La révolution d'Octobre 1917: des leçons toujours d'actualité

Un siècle après l'insurrection victorieuse d'octobre 1917, et plus de 25 ans après la disparition de l'URSS en tant qu'État, le spectre du communisme hante toujours leurs adversaires. Mais son centenaire rappelle également à quel point nombre de ceux qui s'en prétendent encore les héritiers se sont éloignés des idées qui l'avaient portée.

Pour les militants communistes révolutionnaires, la compréhension de ces événements demeure indispensable et même vitale. Née des entrailles de la barbarie impérialiste, la révolution russe donna naissance au premier État ouvrier – et seul à ce jour. Le formidable capital d'expériences dont elle reste porteuse doit toujours orienter notre combat pour renverser la domination de la bourgeoisie.

QUAND HISTORIENS ET JOURNALISTES TIRENT À BOULETS BLANCS SUR LA RÉVOLUTION

La fièvre anticommuniste actuelle n'atteint certes pas les poussées les plus délirantes du passé. Il faut dire que, de la peur de la « contagion bolcheviste » et de « l'homme au couteau entre les dents » des années 1920 à l'hystérie de la guerre froide, la barre avait été placée assez haut par tout ce que le pays compte d'intellectuels réactionnaires. Se voulant parfois plus subtile, plus « scientifique », l'offensive des adversaires de la première

révolution communiste victorieuse de l'histoire n'en reste pas moins active.

Il y a vingt ans, cette prétention d'historiens et d'intellectuels à faire le procès de tous les régimes et, à travers eux, de toutes les révolutions se réclamant d'une façon ou d'une autre du marxisme, avait trouvé une forme de consécration dans *Le Livre noir du communisme* (1997). Les thèses tirées de cette compilation de contre-vérités historiques accumulant les mensonges délibérés les plus énormes et les inventions d'anticommunistes hystériques continuent d'agrémenter les articles consacrés ces derniers mois à la révolution russe. Ainsi, Stéphane Courtois, le principal inspirateur de ce livre, transforme-t-il Lénine en « l'inventeur du totalitarisme », le « créateur du Parti-État monopolisant pouvoirs politique, économique, culturel, promoteur de massacres de masse destinés à imposer le règne de "l'homme nouveau" », et, pour faire bon poids, « l'instigateur de l'un des systèmes politiques les plus meurtriers de l'histoire »¹. Dans *Les Misérables*, Victor Hugo faisait dire

à un de ses personnages: « *Laissons la peur du rouge aux bêtes à cornes.* » Il n'a visiblement pas été entendu.

Un bêtisier pourrait être consacré à ces élucubrations, la palme revenant peut-être aux rédacteurs du *Figaro* présentant les militants de La France insoumise comme « les arrière-petits-enfants de Léon Trotsky » ayant hérité « de lui et de Lénine » le « refus de la démocratie libérale, ainsi que la haine du capitalisme et de son économie de marché »². J.C. Buisson, directeur du *Figaro magazine*, renchérit le 22 septembre dernier à propos de l'appel à manifester de Mélenchon: « *Via les soviets de soldats, d'ouvriers et de paysans, les responsables bolcheviks harcèlent le gouvernement et encadrent les mécontentements sociaux. On est alors un peu dans la France de l'été 2017...* » Et d'ajouter après une question faussement candide: — *Est-ce que votre analogie n'est pas un peu forcée ? — Quand celui-ci (Mélenchon) passe son temps à tancer ses concurrents à gauche [...], il est pour moi dans une stratégie très léninienne.*

« *N'a-t-il pas lui-même dit qu'il ne se représenterait pas en 2022*

1 *Le Figaro Histoire*, numéro de février-mars 2017, sous-titré « *Quand Lénine inventait le totalitarisme* », reprenant le titre de sa récente biographie de Lénine.

2 *Le Figaro*, 30 juin 2017.



Une du Figaro Magazine du 30 juin-1^{er} juillet 2017 comparant Mélenchon, Trotsky et Lénine !

à l'élection présidentielle? En ce cas, comment compte-t-il accéder au pouvoir suprême sinon au bénéfice d'une situation de type de celle de la Russie de l'automne 1917?»

La haine de classe le dispute à l'ignorance crasse. Des règles mises en place par Lénine pour l'accès aux toilettes entre fumeurs et non-fumeurs dans le wagon qui le ramena vers la Russie en avril 1917, de fins analystes veulent voir l'annonce de son pouvoir « personnel » et « dictatorial »... Un Lénine solitaire, se méfiant de tous, adepte d'un pouvoir autoritaire, d'un parti unique : en somme, le précurseur du stalinisme. Ainsi

l'historien Dominique Colas, dans le magazine *L'Histoire*³, fait-il de lui « un fanatique » doté d'un « type de rapport particulier au vrai et au futur. Il croit connaître sans erreur l'avenir de l'humanité ».

Sur le même registre, Boris Kolonitski analyse la politique des bolcheviks comme la fondation d'un « culte de la déesse révolution ». Il voit dans « la foi en une sorte de miracle, une résurrection politique, économique et morale du pays et de la nation » l'élément « majeur » de la nouvelle « conscience politico-éthico-religieuse des masses ». Sous couvert d'une nouvelle lecture des événe-

ments, ce sont toutes les vieilles antennes des adversaires d'Octobre qui refont surface.

CÉLÉBRER FÉVRIER POUR MIEUX COMBATTRE OCTOBRE

D'autres concèdent à Février la valeur d'une véritable révolution, d'une explosion démocratique, ce qui est un fait indéniable, mais en lui ôtant tout caractère de classe. Ce tableau, d'où les grèves, le contrôle ouvrier, la naissance des syndicats, des comités d'usine et l'intervention des masses ouvrières sont le plus souvent absents, entend démontrer que la prise du pouvoir par les bolcheviks aurait brisé un formidable élan, empêché la Russie d'intégrer pour toute une période historique le giron des puissances économiques et des « grandes démocraties ». Dans *L'Obs* du 22 décembre 2016, Daniel Cohn-Bendit, qui depuis 1968 distille ses conseils d'ancien combattant du Quartier latin, explique : « Pour l'avenir de la Russie à l'époque, l'idéal aurait été la victoire des mencheviks. Cela aurait permis une évolution positive [...] et, par la suite, la naissance d'une démocratie, disons bourgeoise... » Et François Reynaert d'ajouter dans le numéro du 6 octobre dernier : « En prenant le pouvoir lors de la révolution d'Octobre, Lénine et les bolcheviks ont réussi à étouffer les espoirs démocratiques nés de la révolution de Février ». Comme si ces « espoirs démocratiques » n'avaient pas été étouffés sous la pression de la bourgeoisie par les dirigeants du pouvoir issu de Février, pourtant si modérés et présentables aux yeux de nos intellectuels d'aujourd'hui !

Rien donc sur la guerre que le gouvernement provisoire continua pour satisfaire les appétits

3 *L'Histoire* n° 432, février 2017. Le hors-série du *Monde* de septembre-novembre 2017, *1917. La révolution russe*, lui consacre également un entretien.

de conquête de la bourgeoisie, ni sur les traités secrets conclus avec l'impérialisme français et anglais. Rien sur la peine de mort rétablie au front. Rien sur le refus des nouveaux dirigeants de partager les grands domaines et de répondre aux aspirations de la paysannerie pauvre. Rien sur la décomposition de l'économie, la crise du ravitaillement, l'explosion des prix, la « catastrophe imminente », selon l'expression de Lénine, menaçant la Russie à l'été 1917. Rien donc sur les causes de la révolution d'Octobre : l'impasse sanglante d'un gouvernement bourgeois rendant indispensable son renversement par la classe ouvrière.

Sans surprise, l'arrivée au pouvoir du Parti bolchevik est réduite à un coup d'État. Si c'est défendable du point de vue des règles juridiques bourgeoises, toutes les révolutions pourraient mériter ce qualificatif. Et le renversement du pouvoir de la bourgeoisie était parfaitement « légal » du point de vue de la légalité des soviets ! Les bolcheviks proclamaient ouvertement la nécessité de le préparer, et qualifiaient d'« art » son élaboration. Il fallait en effet que le parti se montre à la hauteur de la confiance des masses ouvrières acquise durant des années de combats politiques et des espoirs qu'elles plaçaient en lui. L'expérience tragique de la semaine sanglante, qui avait fait plus de 20 000 morts parmi les prolétaires lors de la répression de la Commune de Paris, comme celle des journées de Juillet en Russie même, matées par Kérenski, et la menace d'une dictature militaire et d'une véritable terreur blanche l'imposaient également. La majorité que les bolcheviks avaient conquise dans tous les organes de la démocratie révolutionnaire, comités d'usines, syndicats et soviets, sur la base de la revendication de « tout le pouvoir aux soviets », ne laissait pas de doute sur le sou-

ten dont ils disposaient dans le prolétariat.

DU CÔTÉ DU PCF

Du côté du Parti communiste, où le tricolore et *la Marseillaise* ont de longue date supplanté le drapeau rouge et *l'Internationale*, on évoque de plus en plus honteusement Octobre. Ainsi,

lorsque Patrick Le Hyaric, le directeur de *l'Humanité*, salue, dans un numéro hors-série, un événement d'une « portée universelle » ayant « d'emblée ouvert des perspectives historiques nouvelles », c'est pour mieux le noyer dans « le vieil et cahoteux processus d'émancipation », bien français lui, qui devrait « autant à Rabelais qu'à Babeuf », « aux jacqueries paysannes qu'aux



Couverture d'une des premières éditions en français de l'ouvrage de John Reed relatant la prise du pouvoir par la classe ouvrière en Russie.

mutins de la Grande Guerre », « à Valmy qu'à la Résistance », « à Rimbaud qu'aux insurgés de la Commune », « à l'humanisme de la Renaissance qu'au Front populaire⁴ ». Autant dire que la révolution russe et les combats de la classe ouvrière ne pèsent pas bien lourd dans ce fatras.

Frédéric Genevée, responsable des archives du PCF, distille dans la même publication des lieux communs sur la continuité entre Lénine et Staline, le premier étant accusé d'avoir « *subi et reproduit la tradition politique violente issue de plusieurs siècles de tsarisme* ». L'âme slave sans doute... Et de reprendre à son compte un essai qualifié de « *remarquable* » de Jean-Jacques Goblot mettant en cause les « *conceptions léninistes du commandement unique* », les « *failles et erreurs de Lénine* » qui auraient pu « *contribuer à creuser l'ornière du stalinisme* ». Un raisonnement qui dédouane de facto la bureaucratie stalinienne dans l'anéantissement des conquêtes d'Octobre. L'historien Roger Martelli, ancien membre de la direction du PCF, ne dit pas autre chose, tout en concédant une différence de degré entre Lénine et Staline et donc une certaine « *rupture* » : « *Il n'est pas moins vrai qu'il y a des fragilités, des lignes de faille au cœur même de la conception bolchevique de la classe, de la révolution et du parti.* » Loin de « *corriger* » ces « *fragilités* », Staline n'aurait fait que les accentuer « *jusqu'à l'outrance* »⁵.

LE NPA ET LA RÉVOLUTION RUSSE

Du côté du NPA, la volonté de se libérer de l'étiquette communiste n'est pas nouvelle. Elle a même présidé à la transformation de la Ligue communiste révolutionnaire en Nouveau Parti

anticapitaliste en 2009. Prendre ses distances avec la révolution d'Octobre était vu comme un moyen de séduire les courants libertaires ou petits-bourgeois sans aucun lien avec l'histoire du mouvement ouvrier, voire hostiles à ses perspectives.

Mais comme avec la plupart des groupes trotskystes existant alors, nos divergences remontent à un passé plus lointain. Elles recourent notamment l'analyse que ces camarades firent des révolutions survenues depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale et de leur suivisme à l'égard des mouvements de libération nationale. Selon leur interprétation, Mao, Castro, Ben Bella, Hô Chi Minh et tant d'autres avaient permis à ces mouvements de se transformer, sans la moindre intervention autonome de la classe ouvrière, en révolution socialiste. S'en remettre au tiers-mondisme, en lieu et place du communisme, c'était tourner le dos aux fondements mêmes de la politique des bolcheviks comme à celle de Trotsky qui en fut le continuateur.

Si les attaques contre la révolution d'Octobre semblent moins d'actualité au NPA, on retrouve toutefois chez certains de ses responsables la même volonté de tracer une ligne non pas de continuité mais bien de partage avec la politique menée par les bolcheviks.

Dans son récent ouvrage, intitulé *Que faire de 1917 ?*⁶, Olivier Besancenot, reconnaît que 1917 n'avait jamais été jusqu'à sa « *clé d'entrée préférentielle en matière d'émancipation* » : « *La Commune de Paris ou l'épopée de Che Guevara avaient jusqu'alors focalisé mon attention et mes faveurs instinctives.* » Dans ses interviews, il s'affirme communiste et exprime son

admiration pour la puissance émancipatrice de la révolution russe. Celle-ci a encore ce pouvoir-là.

Mais les conceptions d'Olivier Besancenot sur Octobre 1917 semblent avoir surtout été inspirées par les œuvres d'historiens, par les critiques des libertaires, voire par les théories fumeuses des partisans de Nuit debout sur « *l'horizontalité du pouvoir* ». En tout cas pas par la lecture de Lénine et de Trotsky.

Son plaidoyer est truffé de leçons de morale et de critiques à l'encontre des bolcheviks, de leurs actes comme de ce qu'il présente comme la « *justification de la Terreur rouge* ». Mettant largement de côté la situation d'isolement de la révolution, le danger que représentaient la contre-révolution et tous ceux qui en favorisaient, sciemment ou non, les entreprises criminelles, Olivier Besancenot prétend tirer des enseignements valables en tout temps et tout lieu pour les révolutionnaires. Il voit dans la politique des bolcheviks l'application de l'adage « *la fin justifie les moyens* », reprenant à son compte certaines assertions de Victor Serge. Pas celui qui, dans *L'An I de la révolution russe*, défendait pied à pied cette politique contre ses détracteurs, mais celui avec lequel Trotsky rompit au milieu des années 1930 alors qu'il s'éloignait progressivement du marxisme.

Sur la base de ce postulat, Olivier Besancenot critique pêle-mêle la dissolution de l'Assemblée constituante « *d'un point de vue démocratique* » ; l'assaut contre Cronstadt en 1921, une prétendue « *culture de guerre* » propre à la révolution où il voit, citant Daniel Bensaïd, une des « *racines essentielles de la bureaucratization* » ; « *l'absence* » chez Lénine d'une description

4 Hors série de *l'Humanité*, n° du 19 juin 2017.

5 *Ibidem*.

6 Olivier Besancenot, *Que faire de 1917 ? Une contre-histoire de la révolution russe*, Autrement, 2017.

claire du « *lendemain* » ; bref, tout ce qu'il nomme les « *angles morts de la pensée bolchevique* ». Se posant en défenseur du principe de la liberté politique, il appelle la révolution future à proclamer « *des droits élémentaires et imprescriptibles, tels que la publicité des procès, le droit à la défense, la présomption d'innocence, etc.* » L'auteur ne dit pas s'il aurait voulu qu'ils s'appliquent à Nicolas II, aux Cent-Noirs, ces milices d'extrême droite qui organisaient des pogroms antisémites, comme aux officiers des armées blanches...

Trotsky avait en son temps ironisé à propos de ce que pourrait être un « *code moral de la guerre civile* » rédigé par ceux justifiant leurs critiques de la politique des bolcheviks par les principes de la morale et du droit. « *D'avance, son caractère général en serait clair. Les deux côtés s'engagent à ne pas prendre d'otages. Les procès publics restent en vigueur. Pour qu'ils aient lieu correctement, liberté totale est laissée à la presse durant toute la guerre civile. Le bombardement des villes étant préjudiciable à la justice publique, à la liberté de la presse et à l'inviolabilité de l'individu, est formellement interdit. Pour d'autres raisons différentes ou semblables, l'usage de l'artillerie est proscrit. Et, vu que les fusils, les grenades à main et même les baïonnettes exercent incontestablement une influence néfaste sur les êtres humains ainsi que sur la démocratie en général, l'utilisation des armes, des armes à feu ou des armes blanches, est formellement interdite dans la guerre civile⁷* ». C'était, en d'autres termes, livrer à coup sûr la révolution à ses bourreaux.

QUAND INPRECOR REVISITE L'HISTOIRE DE LA RÉVOLUTION RUSSE À LA LUMIÈRE DE SES PROPRES ERREMENTS

Plusieurs articles d'*Inprecor*, la revue du bureau exécutif de la IV^e Internationale (généralement appelé Secrétariat unifié), puisent à la même eau insipide. Catherine Samary y revendique ce qu'elle appelle le « *devoir communiste d'inventaire* »⁸. Au-delà du verbiage de l'auteur, qui entend enrichir et actualiser « *la problématique d'un communisme décolonial de la "révolution permanente" à l'œuvre dans la révolution d'Octobre, vers un "pluriversalisme décolonial"* » [sic], sont pointées les « *faiblesses* » supposées des positions bolcheviques : « *l'absence de clarté sur les questions nationales, en particulier celles des nations opprimées de l'Empire russe* » ; « *la défiance envers la paysannerie* » ; une vision économiste du « *primat* » de la croissance des forces productives favorisant le « *renvoi* » de la transformation des rapports sociaux à une « *étape* » ultérieure ; et, comme chez tous ses devanciers, ce qu'elle nomme « *la tragique erreur de la répression de Cronstadt* ». À se demander ce qu'il reste de l'œuvre d'Octobre !

À ces critiques succède *a contrario* une analyse élogieuse des régimes s'étant réclamés d'une forme renouvelée du stalinisme. Catherine Samary voit notamment dans l'autogestion yougoslave une expérience « *allant dans le sens du dépassement de l'aliénation de l'autogestion des travailleurs par l'étatisme et par le marché* », l'émergence d'une forme nouvelle et un débat renouvelant par les actes « *le débat anarcho-communiste* ». Citant Mehdi Ben Barka, Catherine Sama-

ry fait de la même manière de Cuba la « *jonction* » entre « *le courant surgi avec la révolution d'Octobre et celui de la révolution nationale libératrice* ». Ces révolutions en somme auraient réussi là où la révolution russe avait échoué.

Pierre Rousset, membre du NPA et du bureau exécutif de la IV^e Internationale, s'en prend dans le même esprit aux « *échecs du bolchevisme* », en particulier celui de « *n'avoir pas su s'implanter dans la paysannerie avant 1917 ni penser assez tôt les conditions d'une convergence durable ouvrière et paysanne* »⁹. On croirait lire les critiques des staliniens au début des années 1920 contre les partisans de Trotsky et leur prétendue « *sous-estimation* » du rôle de la paysannerie ! Mais ces remarques sont là encore destinées à justifier l'appréciation par le Secrétariat unifié des mouvements de libération nationale et des nouvelles formes d'organisations politiques, présentées comme nécessairement « *hybrides* », à laquelle conduirait l'impossibilité de construire des partis révolutionnaires de type bolchevik. Et de prôner une nouvelle « *ligne de marche* », sans aucune base de classe : « *l'auto-émancipation populaire* » opposée au *commandantisme vertical de l'avant-garde autoproclamée*. Une variante cette fois des attaques contre le « *socialisme étatique* » lancées jadis par les anarchistes.

Si ces camarades sont prompts à gloser sur les supposées faiblesses ou erreurs des bolcheviks, ils ont en commun de ne pas chercher à comprendre les raisons de leur réussite, le rôle du Parti bolchevik, ses liens avec les masses ouvrières et tout ce qui pourrait aider les révolutionnaires dans leur combat d'au-

⁷ *Leur morale et la nôtre*, 1938.

⁸ *Inprecor* n° 642-643, août-septembre 2017

⁹ Numéro 639-640 de mai-juin 2017, *Réflexions sur la « question du parti »*.



ARC

Affiche soviétique lors du deuxième anniversaire de la révolution d'Octobre : «Salutations du front. Nous félicitons les camarades pour le deuxième anniversaire de la victoire sur les propriétaires fonciers et les capitalistes».

jour d'hui. Conférer en outre indistinctement une valeur révolutionnaire à diverses classes et « mouvements », c'est sous-estimer, voire nier la tragédie qu'a constituée la contre-révolution stalinienne et la nature spécifique d'Octobre : une révolution ouvrière au cours de laquelle le prolétariat, organisé en soviets, a bâti son propre État. C'est renoncer à l'idée que la classe ouvrière est la seule qui, comme Marx l'affirma il y a plus d'un siècle et demi, puisse mener la révolution à la victoire complète et définitive sur la bourgeoisie.

« L'AVENIR APPARTIENT PARTOUT AU BOLCHEVISME » (ROSA LUXEMBURG)

Connaître l'histoire du mouvement ouvrier, ses moments de flux et de reflux, est indispensable à qui veut renverser l'ordre social et œuvrer à la construction d'une société com-

muniste. Autre chose est de rechercher dans la politique des bolcheviks les racines du stalinisme, comme le font, même si c'est parfois à leur corps défendant, une partie de ceux se prévalant de l'héritage d'Octobre. Car c'est reprendre aux réactionnaires l'idée que le stalinisme était un développement de la révolution et de la politique des bolcheviks elle-même, et non pas le produit de l'évolution négative du rapport des forces entre la bourgeoisie et le prolétariat conscient, en Russie comme à l'échelle internationale. C'est penser qu'il suffirait de concevoir des garde-fous contre la dégénérescence d'une future révolution et de les graver dans le marbre d'une Constitution – fût-elle communiste – pour que les rapports entre les classes s'en trouvent durablement modifiés et que la lutte contre la bourgeoisie et ses serviteurs puisse être menée, pour reprendre la formule de Lénine, « sans rien casser » et en mettant « des gants

blancs ». Et c'est enfin ne rien comprendre à ce que fut le combat de Trotsky et de l'opposition communiste à Staline.

La révolution d'Octobre a démontré la nécessité pour les exploités de disposer de leur propre instrument d'émancipation, d'un parti ouvrier, par sa composition (le prolétariat constituait près des deux tiers des membres du Parti bolchevik en 1917) mais aussi par sa capacité à défendre leurs intérêts généraux. Car seul un tel levier, écrivait Trotsky dans *Les Leçons d'Octobre*, peut jouer, dans la révolution prolétarienne, « le rôle que jouaient, dans la révolution bourgeoise, la puissance de la bourgeoisie, son instruction, ses municipalités et universités. Son rôle est d'autant plus grand que la conscience de classe de son ennemi s'est formidablement accrue ». Un parti suffisamment stable et influent, mais aussi capable de s'affranchir de la routine, d'adapter sa politique, ses mots d'ordre à l'évolution des rapports entre les classes, et

non pas la caricature qu'en fit plus tard le stalinisme, transformant des organes vivants en instruments de conservation de son propre pouvoir.

Nous ne pouvons une nouvelle fois que reprendre la conclusion qu'en tirait Trotsky dans le *Programme de transition* (1938) : « *Les bavardages de toutes sortes selon lesquels les conditions historiques ne seraient pas encore « mûres » pour le socialisme ne sont que le produit de l'ignorance ou d'une tromperie consciente. Les prémisses objectives de la révolution prolétarienne ne sont pas seulement mûres; elles ont même commencé à pourrir. Sans révolution socialiste, et cela dans la prochaine période historique, la civilisation humaine tout entière est menacée d'être emportée dans une catastrophe. Tout dépend du prolétariat, c'est-à-dire au premier chef de son avant-garde révolutionnaire. La crise historique de l'humanité se réduit à la crise de la direction révolutionnaire.* »

La nécessité d'une telle direction, vérifiée en octobre 1917 et durant les années qui suivirent, mais aussi par l'échec des révolutions en Allemagne entre 1919 et 1923, en Chine en 1927, en Espagne en 1936 comme par les événements survenus depuis, a pour fondement

la confiance dans la capacité de la classe ouvrière à prendre son sort en main.

Répondant en 1935 dans *Le régime communiste aux USA* à ceux considérant que le communisme ne pourrait jamais s'installer aux États-Unis comme à ceux estimant que la dictature stalinienne démontrait l'impossibilité pour la classe ouvrière de contrôler durablement son propre État, Trotsky expliquait que le niveau colossal des forces productives des États-Unis, leur maîtrise technique et scientifique comme le degré de qualification de sa main-d'œuvre constituaient les bases matérielles solides pour des « *soviets américains* », « *vigoureux et pleins de sang* ». L'humanité a acquis depuis des moyens matériels et des connaissances bien plus considérables encore. Quant à la classe ouvrière, elle constitue désormais une classe présente sur tous les continents qui continue à inspirer une sainte peur à la bourgeoisie. Mais les reculs, et plus généralement l'époque de réaction politique que nous traversons, la désagrègent et l'affaiblissent. La conscience de classe s'efface au profit des mouvements identitaires, religieux ou communautaires, des nationalismes, où les intérêts des

travailleurs disparaissent.

Dans le combat contre ce courant réactionnaire, les intellectuels peuvent prendre toute leur place. À condition de ne pas passer leur temps à réinterpréter le passé en se plaçant dans le sens des vents dominants. « *Si le rapport défavorable des forces ne permet pas de conserver les positions politiques précédemment occupées*, écrivait Trotsky en 1937 dans *Bolchevisme ou stalinisme*, *il faut se maintenir au moins sur les positions idéologiques, car c'est en elles qu'est concentrée l'expérience chèrement payée du passé.* »

Notre courant s'est toujours refusé de rechercher de nouveaux programmes, un nouveau langage, ou un « nouveau logiciel » comme on l'entend aujourd'hui. Ces tentatives traduisent toujours les pressions de la société bourgeoise et le manque de confiance de leurs concepteurs dans la classe ouvrière. Le programme de l'Internationale communiste, tel qu'il fut défini dans ses premiers congrès, comme celui de la IV^e Internationale élaboré par Trotsky, qui concentraient toutes les expériences des révolutions passées, et en premier lieu d'Octobre 1917, continueront à guider le combat des révolutionnaires communistes.

Le 21 octobre 2017



Une de *l'Humanité* célébrant le troisième anniversaire de la révolution d'Octobre.

Les brochures du Cercle Léon Trotsky

AFRIQUE

- Afrique du Sud : de l'apartheid au pouvoir de l'ANC (n° 118, 29 janvier 2010)
- L'Afrique malade du capitalisme (n° 104, 16 juin 2006)

MOYEN-ORIENT

- Moyen-Orient : la barbarie des djihadistes et celle de l'impérialisme (n° 138, 14 novembre 2014)
- Israël-Palestine : comment l'impérialisme, en transformant un peuple en geôlier d'un autre, a poussé les deux dans une impasse tragique (n° 109, 1^{er} février 2008)

EUROPE

- Un quart de siècle après l'éclatement de l'Union soviétique, le peuple ukrainien victime des rivalités entre les impérialistes et Poutine (n°140, 6 mars 2015)
- L'Europe : ni la cause de la crise du capitalisme ni un moyen de la surmonter (n° 136, 11 avril 2014)
- L'immigration dans l'Europe en crise (n° 135, 24 janvier 2014)
- La Grèce face à la crise (n° 133, 14 juin 2013)
- Allemagne : vingt ans après, où en est la réunification ? (n° 122, 19 novembre 2010)

AMÉRIQUE

- Amérique latine : les gouvernements entre collaboration et tentatives de s'affranchir de la domination des États-Unis (n° 105, 24 novembre 2006)
- La longue lutte des Noirs américains (n° 142, 19 juin 2015)

ASIE

- Afghanistan, Pakistan : toute une région déstabilisée par l'impérialisme (n° 128, 18 novembre 2011)
- L'Inde : de l'exploitation coloniale au développement dans l'inégalité (n° 102, 10 mars 2006)
- La Chine : nouvelle superpuissance économique, ou développement du sous-développement ? (n° 101, 27 janvier 2006)

RÉVOLUTION RUSSE

POUR CHANGER LE MONDE, LES TRAVAILLEURS AU POUVOIR

- Texte des interventions d'Arlette Laguiller et de Nathalie Arthaud au meeting du 20 octobre 2017 à la Mutualité (n° 150)

- Plus de 50 ans après les indépendances, l'Afrique sous le joug de l'impérialisme français (n° 149, 27 janvier 2017)



- États-Unis : les avatars de l'alternance démocrates-républicains et la classe ouvrière (n° 148, 18 novembre 2016)

IDÉES/HISTOIRE

- Face aux ravages de la mondialisation capitaliste, l'impasse du souverainisme (n° 147, 10 juin 2016)
- Syriza, Podemos... quelles perspectives pour les « gauches radicales » ? (n° 146, 8 avril 2016)
- Les combats pour l'émancipation des femmes et le mouvement ouvrier (n° 144, 8 janvier 2016)
- Le réchauffement climatique, un révélateur de l'irresponsabilité du capitalisme (n° 143, 9 octobre 2015)
- Temps de travail, salaires et lutte des classes (n° 141, 10 avril 2015)
- Développement des sciences et fondements des idées communistes (n° 139, 23 janvier 2015)
- Guerre de 1914-1918 : la classe ouvrière livrée à ses bourreaux par la trahison des directions du mouvement ouvrier (n°137, 19 septembre 2014)
- La crise actuelle de l'économie capitaliste et ses origines (n° 131, 22 février 2013)
- La Turquie, du kémalisme à l'islamisme, et les perspectives de la classe ouvrière (n° 130, 25 janvier 2013)
- Il y a cinquante ans, la fin de la guerre d'Algérie, mais pas la fin de l'oppression (n° 129, 16 novembre 2012)
- Avec Mitterrand et après... la gauche au gouvernement (n°126, 13 mai 2011)
- Aux origines lointaines et proches de la révolte des peuples arabes (n° 125, 1^{er} avril 2011)
- Le prolétariat international, la seule classe capable de mettre fin au capitalisme et à l'exploitation (n° 124, 4 mars 2011)
- Les religions, l'athéisme et le matérialisme (n° 123, 28 janvier 2011)
- Les syndicats hier et aujourd'hui (n° 121, 15 octobre 2010)
- La décroissance : faire avancer la société à reculons (n° 117, 10 décembre 2009)

FRANCE

- L'enseignement public (n° 114, 30 janvier 2009)
- Au-delà de la crise actuelle, la faillite des solutions bourgeoises à la crise du logement (n° 111, 13 juin 2008)

Ces brochures peuvent être envoyées sur demande en joignant 5 timbres à 0,73 euro par brochure.

Les brochures du Cercle Léon Trotsky sont publiées depuis octobre 1983. Nous tenons à la disposition de nos lecteurs la liste complète des brochures non épuisées.

Où trouver Lutte de classe ?

FRANCE

PARIS

Le Point du Jour
58, rue Gay-Lussac, Paris 5^e
La Brèche, 27, rue Taine
Paris 12^e

ALBERTVILLE

SNC le Maryland
106, rue de la République

ALBI

Maison de la Presse
Place du Vigan

ANGERS

Librairie Contact
3, rue Lenepveu
Librairie Les Nuits bleues
21, rue Maillé

ARGENTEUIL

Librairie Presse-papier
28, avenue Gabriel-Péri

BESANÇON

Les Sandales d'Empédocle
95, Grande-Rue

BOURGES

La Plume du Sarthate
83, avenue Arnaud-de-Vogüé

BREST

La Bouquinerie
Place Guérin

CHAMBÉRY

Tabac-presse des Portiques
9, rue de Boigne

CLERMONT-FERRAND

Tabac presse du Mazet
5, place du Marché aux poissons

DIJON

Relais H, quai n° 1
Gare SNCF de Dijon

DOLE

La Passerelle
16 bis, rue de la Sous-préfecture

GAP

Librairie-papeterie Davagnier
3, place Jean-Marcellin

GRENOBLE

Tabac-presse Le Brazza
18, place Sainte-Claire
Tabac-presse Le Berriat
97, cours Berriat

IVRY-SUR-SEINE

Librairie Envie de lire
16, rue Gabriel-Péri

LA ROCHELLE

Librairie Les Saisons
21, rue Saint-Nicolas

LYON 7^e

Terre des livres
86, rue de Marseille

MARSEILLE

Librairie L'Odeur du Temps
35, rue Pavillon, Marseille 1^{er}

NANTES

Librairie Vent d'Ouest
5, place du Bon-Pasteur

RENNES

Tabac-presse La Civette
(Centre commercial des Longs
Champs)

ROUEN

Mag Presse, Rue Saint-Sever

TOULON

Kiosque à journaux
Cours Lafayette - Place Hubac

VALENCE

Librairie Notre temps
30, Grande-Rue

GUADELOUPE

POINTE-À-PITRE

Librairie Jasor
Rue Schoelcher
Match - Grand Camp

LA DOMINIQUE

ROSEAU

Frontline Co-op
78, Independence street

HAÏTI

PORT-AU-PRINCE

Librairie La Pléiade
Librairie Phénix
Lalue 212, en face rue Chrétien

ALLEMAGNE

BERLIN

Buchhandlung Schwarze Risse
Gneisenaustr. 2a - Im Mehringhof
10961 Berlin

BELGIQUE

BRUXELLES

Librairie Aurora
Avenue J.-Volders, 34
B-1060 Bruxelles (Saint-Gilles)
Librairie Joli Mai
Avenue Paul-Dejaer, 29
B-1060 Bruxelles

POLOGNE

VARSOVIE

Główna księgarnia naukowa
im. B. Prusa Sp. Cyw
Krakowskie przedmieście 7

SUISSE

GENÈVE

Librairie du Boulevard
35, rue de Carouge

On peut également se procurer *Lutte de classe* (langue française) dans un certain nombre de librairies de plusieurs autres villes en Allemagne ainsi que de plusieurs autres pays, notamment l'Argentine, le Canada (Québec), l'Italie, le Mexique. Pour plus de précisions, écrire à Lutte ouvrière.

AFRIQUE



Mensuel trotskyste publié par
l'Union africaine des travailleurs
communistes internationalistes
P.A.T. - BP 42 - 92114 CLICHY CEDEX
<http://www.uatci.org>

ALLEMAGNE



Das rote Tuch - Mensuel du
Bund Revolutionärer Arbeiter
Abonnement un an: Allemagne 11 €,
autres pays 15 €
Correspondance:
Das rote Tuch,
Postfach 10 08 02, 45008 ESSEN
<http://www.bund-revolutionaerer-arbeiter.org>

BELGIQUE

Lutte ouvrière
Arbeidersstrijd
communiste trotskiste
communistisch trotskistisch

Lutte ouvrière - Arbeidersstrijd
Adresse:
BP 62 5100 JAMBES - BELGIQUE
<http://www.lutte-ouvriere.be>
<http://www.arbeidersstrijd.be>

ESPAGNE



Correspondance:
boletinvozoobrera@yahoo.es
APARTADO DE CORREOS - 10210 -
SEVILLA
<http://www.vozobrera.org>



ÉTATS-UNIS



Bimensuel trotskyste
Abonnement par avion, sous pli fermé
USA, Canada, Mexique
six mois: 13 \$ - un an: 26 \$
Autres pays, 6 mois: 19 \$ - un an: 37 \$
PO box 13064, BALTIMORE, MARYLAND
21203
<http://www.the-spark.net>



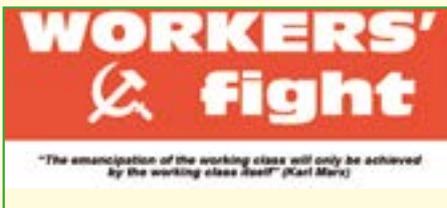
Revue trimestrielle
publiée par The Spark
Abonnement par avion, sous pli fermé
USA, Canada, Mexique,
un an (4 numéros): 16 \$
Autres pays, un an (4 numéros): 25 \$
PO box 13064, BALTIMORE, MARYLAND
21203

FRANCE



Hebdomadaire trotskyste
Prix: 1,20 €
Abonnements: France - DOM TOM,
six mois: 20 €; un an: 40 €
Autres pays, par avion, sous pli fermé:
nous consulter
Versements à LUTTE OUVRIÈRE -
CCP PARIS 26 274 60 R
www.lutte-ouvriere-journal.org

GRANDE-BRETAGNE



Mensuel
Abonnement: écrire à la boîte postale
<http://www.w-fight.org>
contact e-mail: contact@w-fight.org



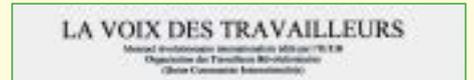
Trimestriel publié par Workers' Fight
BM ICLC - LONDON WC1N 3XX
Abonnement 1 an:
GB £8 - Reste de l'Europe: £10

GUADELOUPE - MARTINIQUE



Bimensuel trotskyste
Abonnement un an: Pli fermé: 30,50 € -
Pli ouvert: 23 €
Guadeloupe:
Combat ouvrier - Philippe Anaïs
1111 Rés. Matéline, l'Aiguille -
97128 GOYAVE
Martinique:
Combat Ouvrier - Louis Maugeé
BP 821 - 97258 FORT-DE-FRANCE
CEDEX
<http://www.combat-ouvrier.net>

HAÏTI



Mensuel révolutionnaire
internationaliste publié par
l'Organisation des travailleurs
révolutionnaires (UCI)
BP 2074 - PORT-AU-PRINCE - HAÏTI
e-mail: vdtravailleurs@yahoo.fr

ITALIE



Mensuel du Cercle ouvrier
communiste
via Ippolito Nievo 32-57100 LIVORNO -
ITALIA
Abonnement 1 an: 12 €
<http://www.linternazionale.it> - contact
e-mail: l.internazionale@tin.it

TURQUIE



Sınıf Mücadelesi (Lutte de classe)
Mensuel trotskyste
Correspondance:
BM ICLC - LONDON WC1N 3XX
<http://www.sinifmucadelesi.net>